

À l'ombre de la cour
des miracles

Page B 6

États-Unis: les armées
de la compassion

Page B 5

CABIER
B

PERSPECTIVES

Les Albertains aux urnes lundi

Le dernier tour de piste

Ralph Klein sera réélu pour un dernier mandat,
mais avec des résultats moins ronflants que par le passé

MANON CORNELIER

Ottawa — Les Albertains amateurs de suspens savent depuis des semaines qu'ils ne doivent pas compter sur la soirée électorale de lundi pour leur donner des émotions fortes. Le premier ministre Ralph Klein n'avait pas encore annoncé les élections que tout le monde le voyait déjà gagnant.

À deux jours du scrutin, les pronostics n'ont pas changé. Le Parti conservateur, qui règne sur la province la plus riche du pays depuis 33 ans, reprendra le pouvoir lundi. Ralph, comme l'appellent ses commettants, aura droit au quatrième et dernier mandat qu'il souhaite.

Il y aura toutefois une ombre au tableau de chasse de King Ralph. Le doyen des premiers ministres provinciaux pourrait terminer sa carrière politique avec des résultats moins ronflants que par le passé.

Sa popularité personnelle a fléchi et celle de son parti aussi. Rien de dangereux, loin de là. L'homme et sa machine dominent largement les enquêtes d'opinion. Il y a quand même un «mais». «Les Albertains commencent à penser que Ralph a été là trop longtemps, qu'il fait preuve d'une certaine arrogance», évoque Bruce Cameron, président de Cameron Strategy Survey. La nonchalance de M. Klein depuis le début de la campagne, son évident manque de passion et d'intérêt, son refus d'exposer une quelconque vision ou de présenter un programme étoffé ont déçu.

Selon un sondage Ipsos-Reid publié hier, 56 % des Albertains approuvent la performance de M. Klein, mais il s'agit de son plus bas score en une décennie. Selon un autre sondage, publié mercredi et réalisé par Cameron Strategy Survey, 36 % des Albertains affirment que leur opinion du premier ministre a décliné depuis six mois.

Le parti, de son côté, recueille dans le sondage Ipsos-Reid 44 % des intentions de vote, comparativement à 29 % pour les libéraux, 12 % pour le NPD et 9 % pour le nouveau parti de droite Alliance Alberta. Mais le PC a obtenu moins de 50 % des votes qu'à une seule occasion depuis que M. Klein est chef, soit lors de la première élection qu'il a gagnée (44,5 % en 1993). Ses appuis n'ont fait que croître par la suite. En 1997, il a récolté 51,2 % des voix. En 2001, année du dernier scrutin, c'est rien de moins que 61,2 % des voix qu'il a accaparées. Cela lui a donné 74 sièges et n'en a laissé que sept aux libéraux et deux au NPD.

Un fin dosage

Les Albertains, dit Tim Olafson, d'Ipsos-Reid, sont des électeurs qui ne réagissent pas de façon abrupte. «Ils ont plutôt tendance à envoyer des avertissements dosés.» Et il voit dans les résultats qu'il anticipe pour les élections, un «signal subtil pour M. Klein, à savoir que c'est peut-être le temps d'un changement, de songer à une nouvelle direction pour le parti». «C'est comme si les Albertains lui disaient: on vote pour toi, mais à la condition que tu prennes ta retraite», renchérit M. Cameron.

Ralph Klein a déjà dit, cependant, qu'il s'agissait de son dernier mandat. Il a affirmé récemment qu'il resterait pendant au moins trois ans, mais pratiquement tout le monde s'attend à ce qu'il tire sa révérence après les célébrations du centenaire de la province en 2005. «Les résultats peuvent cependant amener les gens à se demander combien longtemps il pourra rester en poste après les élections», pense Bruce Cameron.

L'essentiel de la chute de popularité du chef conservateur est survenue au début de la campagne lancée le 25 octobre. Dès le départ, il a soutenu que cette course serait sans grand intérêt. Il a refusé de faire des promesses, notant qu'il procéderait à des consultations une fois les élections passées. Pour épicer le tout, il s'est permis une de ces sorties dont il a le secret. Alors qu'il était talonné par des femmes se disant sévèrement handicapées, il s'est demandé si certaines personnes n'abusaient pas des prestations pour gens sévèrement handicapés et s'il ne fallait pas contrer ces abus.

Les
Albertains
ont toutes
les chances
de se
réveiller
mardi
comme si
rien ne
s'était passé

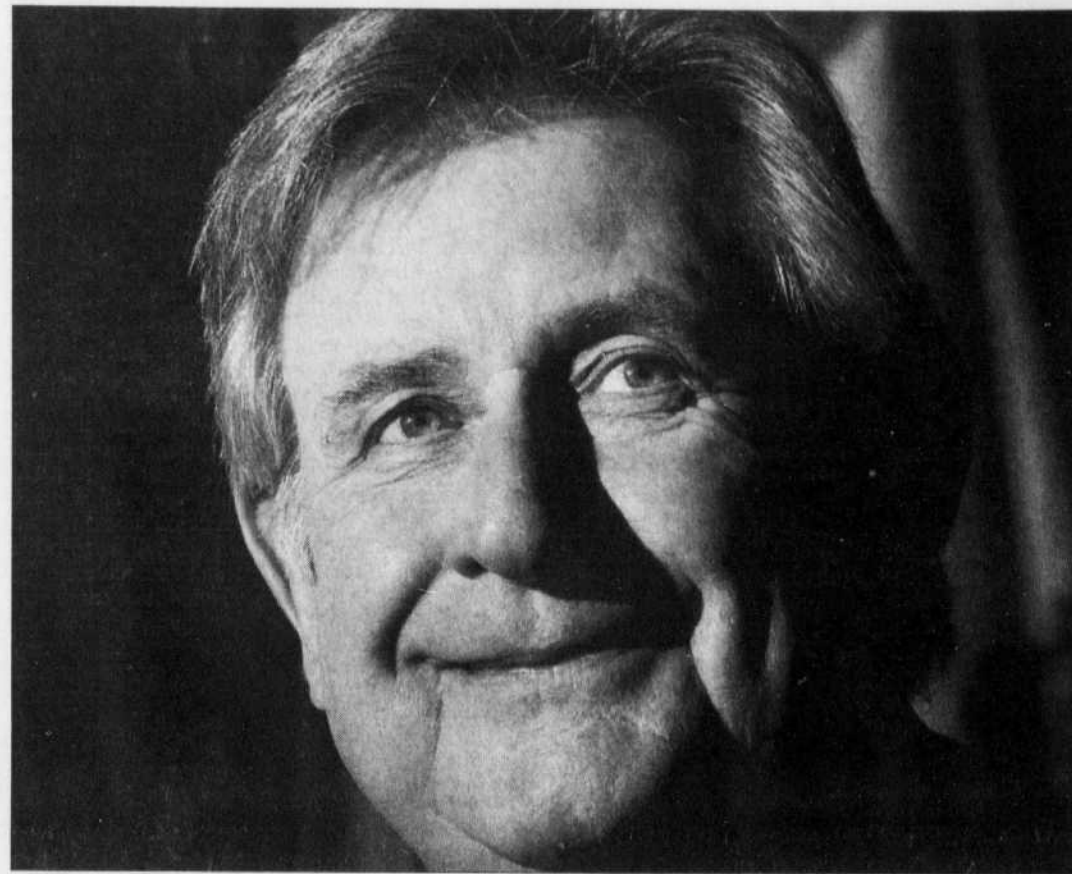
Le décès de sa mère, à la fin de la première semaine de campagne, l'a soustrait au regard des médias et la controverse s'est essouffée. Mais même après son retour dans l'arène, le débat n'a jamais vraiment levé. Ralph Klein s'est lancé en campagne en affirmant vouloir un mandat pour tenir tête à Ottawa, une rhétorique antifédérale qui fait aisément recette en Alberta, mais il a vite cessé d'en parler. Les étincelles n'ont pas duré. En fait, aucun thème n'est arrivé à s'imposer.

De sérieux enjeux

Selon Trevor Harrison, expert en sociologie politique de l'université de Lethbridge, tout n'est pas rose pour autant. Certains enjeux préoccupent les Albertains. Il mentionne les questions autour de la place exacte que M. Klein veut laisser au secteur privé dans le système de santé, questions auxquelles il refuse de répondre. Il y a aussi la déréglementation de l'énergie et la hausse des prix qui s'en est suivie, le coût croissant de l'assurance-automobile, la crise de la vache folle qui perdure, le manque d'information sur les intentions du gouvernement et, plus diffus, le débat autour de l'utilisation à long terme des surplus budgétaires afin de se préparer à la fin des revenus pétroliers.

«Il y a un certain mécontentement, mais ce dernier peut-il donner lieu à une mobilisation? Le parti au pouvoir a des moyens énormes, contrairement aux partis d'opposition», relève M. Harrison. Selon Tim Olafson, l'opposition n'a pas été capable, de son côté, «d'articuler des arguments incontestables pouvant justifier un changement de gouvernement».

Résultat, ce fut une «non-campagne», soutient le politologue Steve Patten, de l'université de l'Alberta. Les bulletins télévisés de fin de soirée en ont rarement fait leur manchette, même chose pour les journaux, dit-il. Le public n'est pas engagé, l'opposition n'arrive pas à s'imposer, ce qui l'amène à prédire une faible participation au scrutin de lundi. Ce ne serait pas nouveau. En 2001, seulement 52,8 % des électeurs albertains se sont rendus aux urnes. Depuis 1975, le taux



JIM YOUNG REUTERS

Tout le monde s'attend à ce que Ralph Klein tire sa révérence après les célébrations du centenaire de la province, en 2005.

de participation n'a dépassé la barre des 60 % qu'à deux reprises, souligne M. Patten.

Limage qui en ressort est celle d'une province politiquement monolithique et d'une tolérance sans fin pour son premier ministre et ses frasques. Selon la plupart des politologues, il y a plus de diversité qu'il n'y paraît, mais les distorsions occasionnées par le mode de scrutin font en sorte que les résultats électoraux ne la reflètent pas.

Quant à Ralph Klein, «il a tout simplement beaucoup plus de marge de manœuvre que la plupart des politiciens», note Tim Olafson. Il y a des «poches d'insatisfaction», reconnaît-il, mais les Albertains s'en tirent mieux en général qu'il y a dix ans, un bilan rendu possible grâce aux revenus pétroliers, mirobolants depuis la flambée de la dernière année. Les gens reconnaissent qu'il a éliminé la dette et investi dans la santé et l'éducation, dit Bruce Cameron.

Des libéraux handicapés

Les libéraux ne font quand même pas mauvais figure dans les sondages, mais ils sont handicapés par de nombreux problèmes: un chef peu connu, une caisse dégarinée, une organisation minimaliste et la compétition du NPD. Les néodémocrates et eux se disputent les mêmes territoires, en particulier Edmonton. M. Olafson et Cameron pensent tous les deux que la division du vote de gauche pourrait permettre à certains

conservateurs de sauver leur peau dans la capitale albertaine.

Dans les zones rurales, l'Alliance albertaine, née il y a deux ans, grignote le vote conservateur plus à droite. L'hégémonie du PC n'est pas remise en question mais, selon M. Cameron, il y a là un message à plus long terme pour les conservateurs. Leurs partisans plus à droite, parfois frustrés par la modération ou les louvoisements de M. Klein, pourraient, s'ils finissent par avoir une solution de rechange durable, désertter le parti.

À plus court terme, les résultats pourraient avoir une influence sur la course au leadership conservateur, pense-t-il. Il note qu'un des candidats pressentis, Ted Morton, se présente comme le représentant du vote de droite rural et que, même s'il a peu de chance de l'emporter, il est perçu comme une force qu'on ne peut ignorer.

Les Albertains ont toutes les chances de se réveiller mardi comme si rien ne s'était passé, à croire que ces élections ne sont qu'une étape dans la vie du Parti conservateur. Un nouveau pas, en somme, vers une campagne au leadership qui pourrait finalement, selon le choix qui sera fait, avoir plus d'impact sur l'orientation politique de la province et ses rapports avec le reste du pays que la réélection d'un vieux lion à son dernier tour de piste.

Le Devoir

Guerre civile en Côte d'Ivoire

Du miracle à l'enfer

GUY TAILLEFER

La Côte d'Ivoire, hier encore décrite comme un phare pour la région, vit depuis deux ans dans une situation de partition de facto: le sud sous contrôle gouvernemental, le nord du pays tenu par les rebelles regroupés sous le nom de Forces nouvelles. Début novembre, le conflit s'est gravement envenimé après la rupture d'une trêve qui tenait laborieusement depuis 18 mois. Au sud comme au nord, massacres et pillages accompagnent cette descente aux enfers qui menace la stabilité de l'Afrique de l'Ouest.



THIERRY GOUÉGNON REUTERS

Des Ivoiriens tentaient cette semaine de se renseigner sur les événements que connaît leur pays.

«Le Vietnam ne sera rien par rapport à ce que nous allons faire ici», déclarait récemment Mamadou Koulibaly sur un ton de menace. Président de l'Assemblée nationale ivoirienne, numéro deux de l'État emmené par le président Laurent Gbagbo, M. Koulibaly ajoutait ce jour-là à l'adresse des médias français: «Soit c'est la reconquête, et on prend le maquis, soit l'État ivoirien existe encore et la France doit négocier avec nous.»

Coupée en deux depuis septembre 2002 entre le nord musulman et le sud chrétien, l'ancienne colonie française a replongé depuis le 4 novembre dans une violence de tous les dangers pour la région, après des bombardements aériens de l'armée ivoirienne sur des zones rebelles dans la ville de Bouaké. Une apparente méprise a ensuite fait en sorte que l'aviation gouvernementale a touché pendant l'offensive un camp militaire français, tuant neuf militaires. En représailles, la France a détruit tous les avions militaires ivoiriens. La riposte a déclenché de très violentes manifestations antifrançaises à Abidjan, attisées par les bandes de «jeunes patriotes» proches du pouvoir, provoquant le départ de plus des deux tiers des ressortissants français, victimes de pillages et d'exactions. Bilan: au moins 63 morts.

De sorte qu'à l'heure actuelle, la Côte d'Ivoire — mais aussi l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest,

vu les complexités régionales du conflit — est en train de basculer vers quelque chose d'extrêmement dangereux», affirme Bonnie Campbell, une spécialiste de l'UQAM qui rentre tout juste de Guinée. À ce point dangereux, analysent certains, que la région n'est pas à l'abri de violences à la mesure de celles qui ont tué des millions de personnes dans la région des Grands Lacs africains depuis la fin des années 90. Avec à la clé le risque de graves affrontements interethniques. Ainsi que l'a affirmé le président sénégalais Abdoulaye Wade, traduisant l'inquiétude régionale, la décomposition de l'État ivoirien menace la stabilité de toute l'Afrique de l'Ouest.

Médias de la haine

Un autre Vietnam ou un autre Rwanda? En écho inquiétant à l'implication des «médias de la haine» dans le génocide des Tutsis rwandais en 1994, les plus durs partisans du pouvoir ivoirien ont fait main basse sur les médias d'État au cours des dernières semaines, saccagé et interdit les journaux de l'opposition et coupé les radios internationales, soumettant les Ivoiriens à une information partisane, sinon carrément haineuse. Reporters sans frontières (RSF) a dénoncé la «dérive propagandiste des médias d'État-ivoiriens et la diffusion d'appels à la haine et de nombreuses informations non vérifiées». Contre les Français, mais aussi contre les millions

VOIR PAGE B 2: MIRACLE

PERSPECTIVES

Gbagbo veut que les Français reviennent en Côte d'Ivoire

Les Ivoiriens ont besoin des Français pour faire tourner l'économie



Jean Dion

Préparez l'enveloppe

Mon cher Grand Bazar, si vous vous souvenez, nous avons évoqué samedi dernier une foule de sujets d'intérêt. Vous m'avez alors mis au parfum, mais vous savez ce que c'est: il se passe tellement d'affaires en une semaine que je suis déjà tout fourré derechef. Aussi vous agréerai-il d'effectuer en ma misérable compagnie un tour de machine sur les chemins du savoir?

— Yes sir mon homme, j'en serai joice. Tu as d'ailleurs parfaitement raison de dire que tout va très trop vite. Prends par exemple le guichet automatique, auquel j'eus l'occasion de me colletter ce matin même. Mettons que tu veux faire un dépôt, ou régler des factures, ou les deux. Tu pèses sur le pitor, et là il est écrit à l'écran: «Préparez l'enveloppe». Obéissant, tu prépares ton enveloppe, mais au bout d'environ un tiers de seconde, la machine se met à émettre des sons étranges, bip bip bip bip. Puis: «Voulez-vous plus de temps?» S'il y avait une case «Les nerfs, Albert, je suis en train de préparer l'enveloppe», je pourrais comprendre, mais y en a pas. Alors la machine continue à se faire aller le timbre, et tout le monde te regarde et pense que tu essaies de frauder ou que tu es trop épais et que tu devrais aller faire la file au comptoir avec ceux qui n'ont pas viré dans le virage technologique et ont pris le champ.

Par ailleurs, sans doute l'auras-tu noté, si tu prépares ton enveloppe d'avance, tu dois noter le montant des factures ou des chèques à côté, enfin bref, ce n'est pas fait pour le monde. Ce qui m'amène à l'une de mes questions récurrentes: qui a pensé à ça, hein, qui? Qui a pensé à des emballages de pain qu'on ne peut pas ouvrir sans les déchirer, hein, qui? Qui a pensé à des feux pour piétons qui passent au rouge avant que quiconque n'ait eu le temps de traverser la moitié de la rue, hein, qui?

— Ne criez pas ainsi, Grand Précieux, les gens vont penser que...

— Minute, j'ai pas fini. Tiens, c'est le Salon du livre, je vais en profiter. Dans le roman que je lis ces jours-ci, on trouve, en début de texte, deux cartes géographiques. Or, et ce n'est pas la première fois que cela m'arrive au contraire, trois quarts des lieux évoqués dans le récit ne se retrouvent pas sur les cartes, qui comptent par ailleurs plusieurs références inutiles. Qui a pensé à ça, hein, qui? Va-t-il falloir qu'on descende dans la rue pour ramener un peu d'ordre et de bon sens, non mais?

— Vous êtes déchaîné, Grand Magasin...

— Une chance qu'il existe encore des occasions de prendre son gaz égal. Cette semaine, entre autres choses, on a procédé à la nomination d'un nouveau poète lauréat du Parlement canadien. D'une poétesse, en fait. Voilà qui devrait nous emplir tous d'un sentiment de paix. Surtout qu'elle ne manquera pas de matériel: suffit de regarder aller le Parti libéral fédéral 30 secondes pour avoir tout plein de strophes dans la tête. Cette madame Parrish, par exemple, est un sonnet ambulatoire. Tu ne penses pas qu'«indocile» et «bouclier antimissile», pour démarrer côté rimes féminines, c'est du gâteau?

— Mais elle n'est plus libérale...

— Je me demande bien pourquoi. Qu'est-ce qu'elle a fait, d'après toi? Elle a dit que Doublev et ses copains sont des idiots et que le Parti libéral peut bien aller chez le diable. Or, si l'on faisait un sondage scientifique, ne crois-tu pas qu'elle irait chercher un solide contingent de «tout à fait d'accord», de «plutôt d'accord» et de «je ne la connais pas, mais je veux l'épouser»? Je vais te le dire, moi: elle a dit tout haut ce que tout le monde, ben, dit aussi tout haut, sans même se cacher, voire avec une pointe de fierté. Mais Paul Martin veut pas. Il préfère le non-dit, Paul. Sauf pour un mot: «vraiment».

— Vous avez d'ailleurs pondu des calembours retentissants sur le sujet: «Le ministre vrai ment» et «Commandites-vous?» J'en rigole encore comme un bossu, Grand Cru.

— La poésie est partout, mon petit morveux. Pour t'en convaincre, tu n'as qu'à aller faire un tour du côté de l'université de Victoria, en Bretagne colombienne. Là-bas, il y a un prof d'anglais, Doug Beardsley, spécialisé en, note-le bien parce que ça donne un petit coup, littérature portant sur l'Holocauste et poésie canadienne postmoderne. Or, voici qu'à la session d'hiver, le prof Beardsley va tenter de remplir le néant dans lequel nous baignons tous à ce moment ici en offrant le cours *Hockey Literature and the Canadian Psyche*. «Il y a un vide national au pays», qu'il a expliqué: «le hockey fait tellement partie de nous» que son absence est ressentie comme «la perte d'un membre». Dans mon cas personnel, je dois dire que c'est vrai: je me sens sans trappe.

Il faut cependant convenir qu'il existe de la très bonne littérature sur le hockey, sauf lorsqu'elle est traduite en France. Dans *Le Monde de Barney*, de Mordecai Richler, par exemple, le traducteur français écrit «Maurice La Fusée Richard». L'aurait pu faire des téléphones, non? On lui aurait dit, nous: Rocket, mec, Rocket. Il faisait partie du top-10 des challengers people au blind test du goal average, tu savais pas?

— Nous sommes plutôt dans la poésie, là là, Grand Écart...

— C'est tellement grisant. Revenons par exemple à notre Parti libéral et à notre guichet automatique, deux concepts par ailleurs fort identiques. Selon mes sources qui traquent le scandale comme d'autres le castor bricoleur, «Préparez l'enveloppe», c'était le slogan occulte du programme de commandites de feuilles d'étable qui se ramassent à l'appel. Pour l'épargner un précieux laps, je te soulignerai qu'il y a une rime riche, très riche, ici, avec «monde interlope».

Ceci pour dire que j'aurais fonctionné, moi, à l'inverse de M. Chose, là. Même si ce n'était pas vrai, j'aurais déclaré, en une harmonie de sons: «Oui, je suis dans la mafia / As-tu quelque chose contre ça?» Ainsi, tout le monde aurait eu peur de moi et plus personne ne m'aurait aiché. En revanche, j'aurais nié véhémentement avoir jamais fait partie d'un cabinet libéral. Trop gênant.

— Vous êtes un roublard, Ô Grand Complet.
— Et encore, je ne t'ai pas parlé de la grève à la SAQ, qui est la faute d'Ottawa puisque si le fédéral avait fait dans le domaine de la boisson comme il a fait ailleurs, à savoir se mêler de ce qui ne le regarde pas, on aurait une Alcohol Society of Canada et on paierait les employés avec le surplus budgétaire et on n'aurait pas à vivre dans une province sèche.

jdion@ledevoir.com

Abidjan — Laurent Gbagbo a sifflé la fin de la razzia. Après les émeutes de la semaine dernière, le chef de l'État ivoirien a appelé cette semaine les chefs d'entreprises français à «revenir» en Côte d'Ivoire. Sur les ondes de radios françaises, il leur a même expliqué que tel était «leur intérêt réciproque». «Que voulez-vous que ceux-là fassent aujourd'hui en France après avoir investi toute leur vie en Côte d'Ivoire?», s'est-il exclamé lors d'une entrevue depuis son palais présidentiel d'Abidjan.

En dix jours, ce sont près d'un millier de cadres de grandes sociétés étrangères qui ont quitté avec leurs familles l'ancienne locomotive économique de l'Afrique de l'Ouest. C'est le cas de France Télécom, au lendemain de la destruction de la quasi-totalité des agences Orange d'Abidjan, mais aussi de Bouygues, qui gère le réseau de distribution local d'eau et d'électricité. Certains exportateurs de cacao, tels le Suisse Barry-Callebaut, ont également «exfiltré» tout leurs salariés étrangers.

L'avenir économique immédiat du pays, et par ricochet celui du régime au pouvoir, est donc hypothéqué. À elles seules, les firmes françaises fournissaient environ 50 % des recettes fiscales locales. «C'est tout l'équilibre économique du pays qui est rompu», déplore une source ivoirienne.

Dans le secteur vital, du cacao (40 % du PIB ivoirien), l'outil de production a échappé aux pillards. Pas par hasard, selon un opérateur: «Cela montre à quel point les émeutes ont été encadrées et bien ciblées.» Cependant, déjà en proie à une forte agitation sociale depuis plusieurs mois, la «filière café-cacao» ne sortira pas indemne des violences. «Tous les grands groupes cherchent désormais à se désengager d'une Côte d'Ivoire devenue trop imprévisible, essentiellement au profit du Ghana voisin», explique un acteur de cette filière.

Outre les grandes compagnies, le tissu des PME étrangères est très mal en point. Restaurants détruits, commerces pillés, stations-service mises à sac: leurs employés ivoiriens sont venus grossir les rangs des chômeurs, déjà estimés à près de la moitié de la population active. Le saccage de nombreuses villas, suivi de l'exode de leurs occupants, ajoute encore au chaos.

Autre signe inquiétant pour les autorités: pour la première fois depuis le début des troubles, en 1999, des Libanais, très actifs



LUC NAGAO REUTERS

Le président Laurent Gbagbo.



LUC NAGAO REUTERS

Des ressortissants français ont été évacués d'Abidjan sur un bateau militaire.

dans le commerce et l'immobilier, ont eux aussi pris le chemin de l'exil. «Ils ont mis à l'abri leurs familles tandis que les hommes d'affaires sont restés. Du moins pour l'instant», précise un observateur. Au moment où certains experts assurent que le pouvoir aura du mal à verser les salaires des fonctionnaires à la fin du mois, Gbagbo multiplie les gestes d'apaisement en direction des entrepreneurs étrangers. Lundi, il a reçu à sa résidence de Cocody le président de la Chambre de commerce et d'industrie française, Michel Tizon, qui a réclamé la mise en place d'une cellule de crise pour aider au retour des expatriés.

Mais la partie est loin d'être gagnée. «Sans des assurances draconniennes de la part des autorités d'Abidjan, ils ne reviendront pas», reconnaît un responsable ivoirien. Et de conclure: «On se dirige désormais vers un mode de gestion du risque à la nigérienne.»

Les intérêts français

La France a beaucoup de billes (économiques et commerciales) dans les rouages ivoiriens. «Une présence énorme», résume-t-on au ministère du Commerce extérieur. Et pour cause: les firmes françaises en Côte d'Ivoire représentent le quart des filiales implantées dans la zone franc CFA. «En clair, ce sont ses grandes entreprises et ses PME-PMI qui font tourner l'infrastructure du pays», estime Antoine Glaser, directeur de *La Lettre du continent*. Un pays qui tire toujours 60 % de ses ressources budgétaires des impôts versés par des firmes tenues par des capitaux ou des hommes venus de France. Celle-ci reste, et de loin, le premier investisseur en Côte d'Ivoire.

En 1999, en pleine vague de privatisations, ses entreprises avaient engrangé 2,3 milliards d'euros de chiffres d'affaires (trois milliards \$US)... Quatre ans plus tard, il y avait, selon le CEPICI, l'agence de promotion des investissements en Côte d'Ivoire, 147 filiales recensées et plus de 1000 sociétés appartenant à des hommes d'affaires français. Mais les firmes françaises emploient près de 36 000 Ivoiriens.

Tentaculaire, la présence française est tous azimuts. Dans le BTP (Bouygues, par le truchement de sa filiale SAUR, détient 47 % de la

SODECI, qui gère l'eau, et 25 % de la CIE, l'électricité ivoirienne), les aéroports (concession confiée à la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille et la Sofréavia), la distribution (Pinault), la banque (BNP, Société générale et Crédit lyonnais), les télécoms (France Télécom, par le biais d'Orange, premier opérateur mobile), le pétrole (Total), l'hôtellerie (Accor), le transport aérien (Air France, actionnaire à 51 % d'Air Ivoire), l'assurance (Axa), le sucre et les boissons (Castel), les médicaments (Cipharm, filiale d'Aventis et de Sanofi). Certains groupes, comme Bolloré, sont multicartes, des transports ferroviaires (37,7 % de Sitarail, qui gère la ligne Abidjan-Ouagadougou) à la gestion du port d'Abidjan (le premier d'Afrique de l'Ouest) et à la production de caoutchouc en passant par l'égrénage du coton.

Certes, la France n'a plus, depuis le retrait de Bolloré de DAF-CI, beaucoup d'intérêts dans l'or de la Côte d'Ivoire, le cacao (40 % de la production mondiale). Dans le pétrole, Bouygues (actionnaire,

via SAUR, du champ d'hydrocarbures Fochtrot) et Total (35 % du marché de la distribution d'hydrocarbures et 25 % dans le capital de la société ivoirienne de raffinage) sont de plus en plus éclipsés par des firmes américaines... «Ce sont les États-Unis qui ont fait main basse dessus», résume Jean-Louis Castelnau, président délégué du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN). «Mais l'essentiel de l'activité qui tourne autour du pétrole ou du café est assurée par les petites firmes françaises», note Antoine Glaser. 600 d'entre elles forment, dit-il, le «tissu de PME françaises le plus important d'Afrique».

Côté argent public, la fin de la manne française creuserait un trou béant dans un budget ivoirien déjà très serré. Premier bénéficiaire de l'aide française aux déshérités de la planète pendant des décennies, la Côte d'Ivoire reste en deuxième position, juste derrière la République démocratique du Congo. En 2003, Abidjan a reçu 333 millions d'euros d'aides (433 millions \$US), soit 7,5 % du total de l'aide de Paris aux pays en développement.

Libération

MIRACLE

SUITE DE LA PAGE B 1

d'«étrangers» venus des pays voisins dans les années 60 et 70, du Burkina Faso, du Mali, du Liberia, de la Guinée, du Ghana et du Sénégal, pour travailler dans le secteur agricole (cacao, café, coton) et faire de la Côte d'Ivoire le «miracle de croissance» qu'il n'est plus aujourd'hui.

Décrétant le 15 novembre, dans la foulée de l'attaque ivoirienne contre les forces françaises, un embargo immédiat sur les armes en Côte d'Ivoire, le Conseil de sécurité de l'ONU a de son côté réclamé que «le gouvernement ivoirien empêche toutes les radios et télévisions qui diffusent la haine, l'intolérance et la violence».

Face au conflit, la France défend une position de difficile neutralité qui tient d'autant plus mal qu'elle est inévitablement teintée de rejets de colonialisme. Elle occupe une position prépondérante sur l'échiquier économique ivoirien (voir autre texte ci-haut). Après le basculement dans la guerre en 2002, l'ancienne puissance coloniale a déployé une force de paix de 4000 hommes sur la ligne de front dans le cadre de l'opération Licorne, avec la bénédiction des Nations unies. Elle a usé de tout son poids diplomatique pour convaincre les belligérants de signer en janvier 2003 l'accord de Marcoussis, un accord de partage du pouvoir qui tient encore théoriquement.

«Faute de politique cohérente, Paris a laissé pourrir la situation entre des frères ennemis ivoiriens résolus à s'étripier», écrivait cette semaine le quotidien *Libération* en éditorial.

C'est que les causes du conflit sont infiniment plus profondes, affirme Mme Camp-

bell. Les rancœurs ethniques et anticoloniales sont moins la cause que le résultat du conflit, dit-elle. Elle pointe plutôt la circulation massive d'armes et l'accélération stupéfiante de la pauvreté comme «ingrédients explosifs» du conflit. «À la source, il y a la dérive socioéconomique.»

En ce qui concerne la question des armes, elle trouve «regrettable qu'on ait dû attendre que des militaires français soient touchés pour imposer un embargo, une mesure du reste indispensable pour tout le continent». D'autant plus regrettable que «les grandes puissances savent depuis des mois que le régime a des fonds spéciaux pour détourner de l'argent qui venait des recettes du cacao pour acheter des armes». Comme au Congo-Kinshasa, où le trafic des diamants alimente une guerre de pillage rentabilisée tant par le pouvoir que par les groupes rebelles transfrontaliers.

«Le trafic transfrontalier se fait sous le regard des puissances occidentales, affirme Mme Campbell. Il faut absolument fermer le robinet de la circulation d'armes. Si on ne le fait pas, on s'achemine vers une situation d'implosion sociale.» En cette matière, plaide-t-elle, la communauté internationale a une responsabilité fondamentale.

Sur le plan économique, des politiques de libéralisation dans le domaine agricole, fondées sur le tout-à-l'exportation et la propriété étrangère, «ont été imposées par les bailleurs de fonds et appliquées à un rythme extrêmement rapide, sans mesure d'accompagnement». Résultat: triplement du taux de pauvreté, en grande partie à cause de la baisse des prix aux producteurs de café et de cacao.

C'est en l'absence de solutions politiques à ces problèmes socioéconomiques, ex-

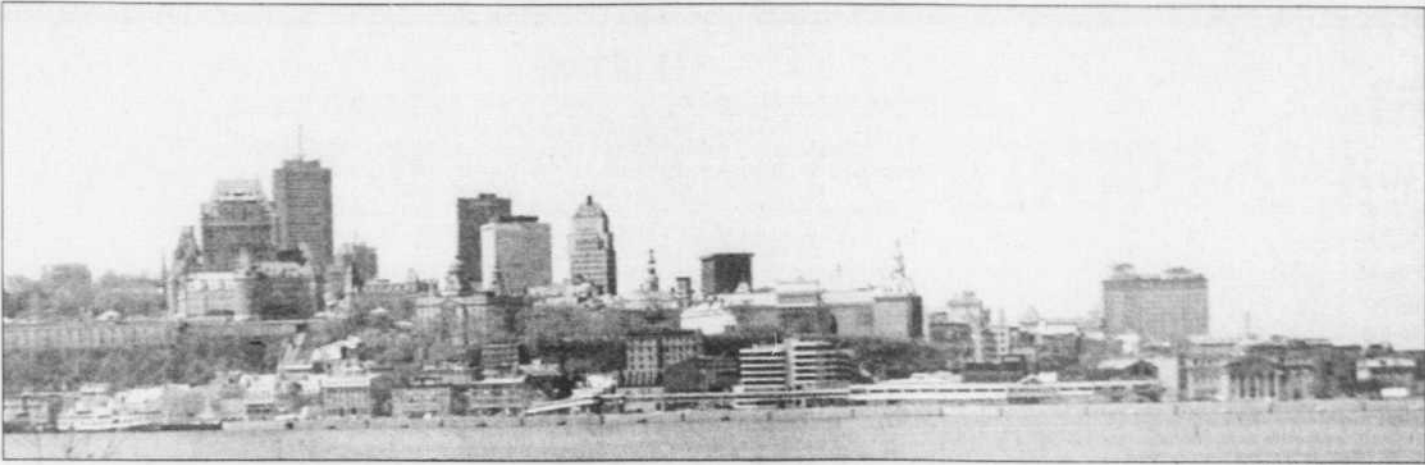
plique Mme Campbell, que le pouvoir corrompu, enfermé dans un lourd héritage de schémas de rivalités, s'est mis à jouer dans les années 90 la «très dangereuse carte de l'ivoirité», une politique xénophobe destinée à marginaliser l'«étranger» dans un pays de 17 millions d'habitants, économiquement laminé. Pourtant, des quelque quatre millions de supposés étrangers originaires des pays voisins, la moitié sont nés en Côte d'Ivoire. M. Gbagbo a pris le relais de ce sentiment xénophobe après son élection en 2000, caractérisée par une victoire parmi les électeurs au sud et une abstention massive des votants au nord.

L'horizon est sombre: «Les mordus du pouvoir, accrochés à leurs privilèges, prisonniers d'une stratégie à courte vue, ne veulent rien savoir d'une discussion où il serait question de parler d'enjeux socioéconomiques et de s'interroger sur les formes de libéralisation. Pourtant, sans réflexion sur un projet de société rassembleur, il n'y aura pas de paix.»

L'embargo imposé lundi dernier aidant, le président Gbagbo a semblé vouloir calmer le jeu au cours des derniers jours, invitant les entrepreneurs français expatriés à rentrer en Côte d'Ivoire, par «intérêt réciproque». Ensuite, il a tenu hier une réunion du cabinet de «réconciliation» à Abidjan, tentant de présenter une image d'unité alors que seulement 23 des 42 ministres se sont présentés — ceux des Forces nouvelles, représentant les rebelles du nord, étaient notoirement absents. «Un retour à la normale se dessine en Côte d'Ivoire», osait écrire hier le correspondant du *Monde*, Stephen Smith. Peut-on s'en rassurer?

Le Devoir
Avec Le Monde, Reuters
et l'Agence France-Presse

PERSPECTIVES



Québec est d'humeur morose.

ARCHIVES LE DEVOIR

La capitale après Jean-Paul L'Allier

Québec : la nécessaire réconciliation

Les candidats se bousculent déjà pour le scrutin qui se déroulera l'an prochain

À un an des élections municipales à Québec, les candidats se bousculent au portillon pour succéder à Jean-Paul L'Allier, qui préside aux destinées de la capitale depuis 16 ans. Or, quelle qu'elle soit, la personne qui lui succédera devra composer avec une ville morose et divisée.

ISABELLE PORTER

«Il y a quelque chose dans l'air qui fait que ce n'est pas très stimulant. C'est comme si on était dans une espèce d'automne permanent où les gens ne se permettaient plus rien. Puis on chiale. Les gens sont tannés, mais en même temps, personne n'ose agir», constate Martin Bouchard, de la compagnie Copernic, qui produit des logiciels de recherche utilisés partout dans le monde. «J'ai l'impression que depuis quelques années, les gens ne veulent plus trop bouger, ils ont peur de la réprimande.»

Les débats entourant le scandale de la prostitution juvénile, la saga CHOI-FM et la campagne qui a mené à la victoire de l'ADQ dans Vanier ont rappelé à quel point les villes de banlieue de Québec ont mal digéré les fusions présidées par Jean-Paul L'Allier. Québec est d'humeur morose et, pour plusieurs, les élections à la mairie sont l'occasion rêvée de lui redonner de l'aplomb.

«Ça va nous prendre un candidat très rassembleur parce qu'on a senti que les gens étaient divisés. [...] Les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin, qui ont voté pour la défusion, en constituent des exemples frappants», fait remarquer le nouveau député de Vanier, Sylvain Légaré. À la rancune accumulée s'ajoutent les récentes hausses de taxes annoncées dans les anciennes villes de banlieue de Québec. Ce qui fait croire à Réjean Lemoine, chroniqueur urbain à la radio de Radio-Canada, que le rétablissement de l'équité fiscale est fondamental pour l'avenir de la capitale: «Il est clair que, malgré la fin du débat sur les défusions, il reste des cicatrices qui risquent de perdurer si on ne règle pas le problème fiscal. [...] Il faut réduire les écarts entre les taux de taxes des municipalités pour avancer à nouveau. Ça peut vouloir dire, en contrepartie, une certaine décentralisation des services. Sinon, on va encore passer dix, quinze ans à débattre de ça.»

La qualité de vie

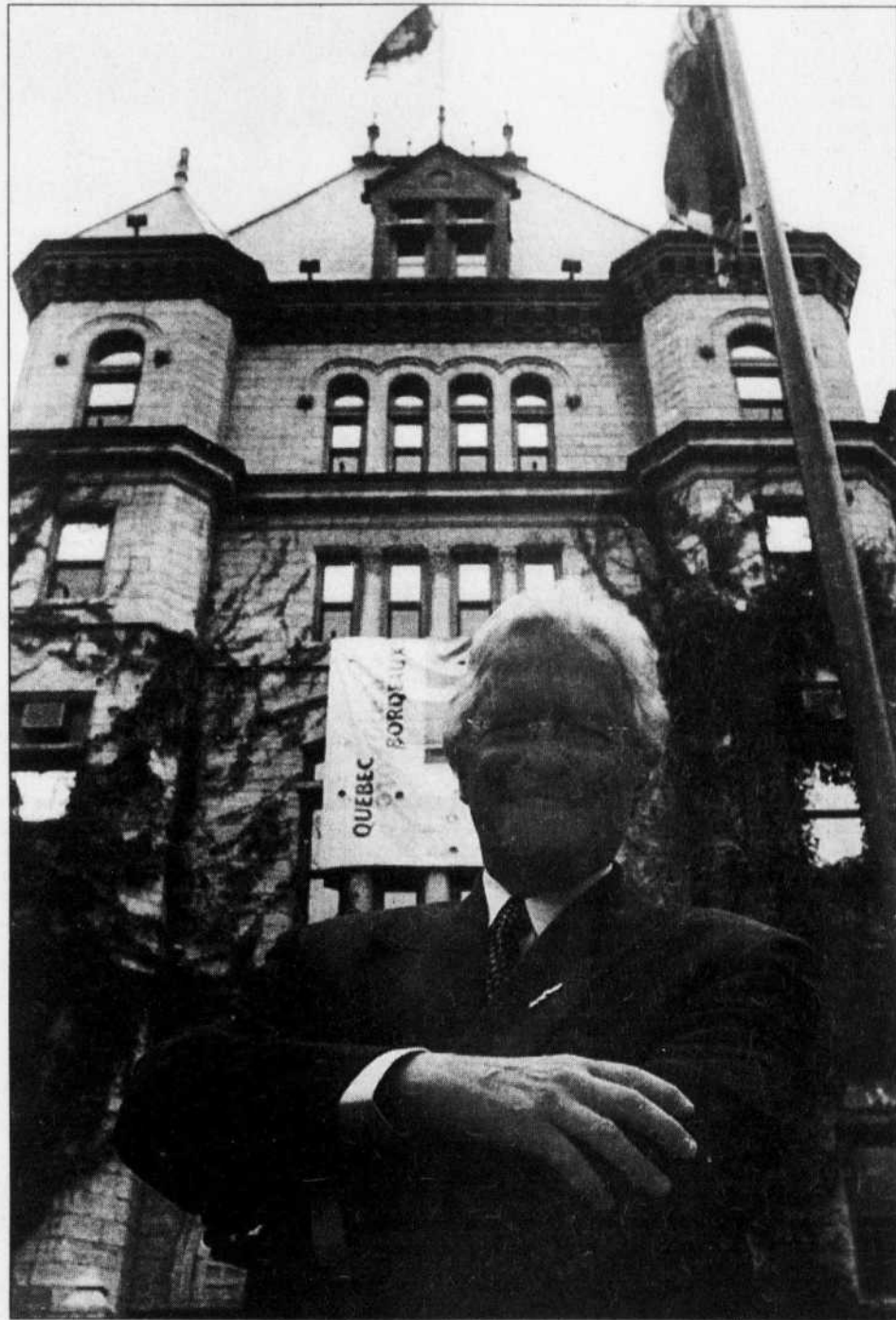
Élu grâce à l'appui de CHOI et de la fondation Scorpion, Sylvain Légaré est convaincu que le temps est venu de passer à autre chose. «Les fusions, c'est fait. C'est du passé. Maintenant, il faut s'unir et redonner à Québec sa force économique.» Or sur quels piliers fondera-t-on le développement économique de l'ère post-L'Allier? Comme le rappelle Martin Bouchard, la ville a peut-être manqué davantage de chance que de bonnes idées au cours des dernières années. En effet, l'éclatement de la bulle technologique a stoppé Québec en plein élan. «Avec l'arrivée d'Exfo et le développement du secteur de l'optique, Québec était en train d'échapper à son statut de ville de fonctionnaires, mais là, on sent un ralentissement. [...] En l'an 2000, tous les espaces du parc technologique étaient réservés, mais presque tous les projets ont été annulés depuis.»

Québec a certes connu des périodes plus dynamiques, mais le président de l'entreprise en technologies environnementales CO2 Solutions, Ghislain Théberge, ne veut tout simplement plus entendre parler des difficultés. «Ça nous prend de la fierté. On ne construit pas à partir de ce qui va mal. Il faut travailler à partir de nos points forts. Moi, je suis originaire de l'Abitibi, j'ai habité à Montréal longtemps et au Saguenay, j'ai voyagé à travers le monde, et Québec, c'est assez exceptionnel. On ne le souligne pas assez.»

Rendant hommage au travail de Jean-Paul L'Allier dans la mise en valeur de Québec, l'homme d'affaires voit en la culture un grand moteur économique. «Le développement, ce n'est pas seulement le monde manufacturier, c'est aussi de la culture, des événements. Dans le monde des hautes technologies, où je travaille, ce qui intéresse les gens, c'est la qualité de vie. [...] Un milieu, ça repose sur toutes sortes de choses. Un Grand Théâtre, un musée, des cinémas, tous ces éléments-là jouent dans le développement économique.»

Or c'est une chose d'offrir une bonne qualité de vie à ses habitants, mais la culture peut aussi servir à faire connaître Québec à l'extérieur, croit la directrice du Musée de la civilisation, Claire Simard. «On a beau être une ville fortifiée, il faut favoriser le plus possible l'extra-muros. [...] Malgré les progrès qui ont déjà été faits, il est essentiel que Québec puisse davantage s'ouvrir au monde, voire devenir un point d'ancrage à partir duquel nous pourrions rayonner. Je pense à Ex Machina ou encore à nos expositions, qui circulent à l'étranger. Ce qui pourrait être intéressant, c'est que Québec s'affirme de plus en plus comme un lieu d'échanges culturels.»

«On a besoin d'un maire qui a de la vision, qui



RENÉ MATHIEU LE DEVOIR

Les gens ont souvent reproché au maire L'Allier de consacrer trop d'énergie à la visibilité internationale de Québec.

regarde au-delà des trottoirs», lance M. Théberge. La phrase résume bien la tournure que pourrait prendre la prochaine course à la mairie, à défaut d'un renouvellement du discours. Ces dernières années, les gens de Québec ont souvent reproché au maire L'Allier de consacrer trop d'énergie à la visibilité internationale de Québec au détriment de ses infrastructures. «Souvent, quand on parle de M. L'Allier, c'est pour la visibilité internationale qu'il a donnée à Québec», note le député de Vanier, Sylvain Légaré. «Je pense qu'il a fait un bon travail. Par contre, je suis un peu déçu des infrastructures.»

Ses propos illustrent à quel point la dégradation des infrastructures est devenue le symbole par excellence de l'aliénation des villes de banlieue dans la ville fusionnée. «Je viens de terminer une campagne électorale, ici, et les gens nous parlent beaucoup des routes et des trottoirs. Les infrastructures sont une priorité que les candidats devront mettre à leur agenda. [...] Il y a beaucoup de dossiers sur la table en ce moment. Je pense à un dossier de piscine intérieure, de soccer intérieur, de piste cyclable. Il faut s'attarder aux installations.»

Beaucoup jugent qu'il faudra plus qu'une mise à neuf des infrastructures pour ressouder la ville. Ghislain Théberge évoque le maire Drapeau, Expo 67 et les Olympiques de 1976. «Ce qui est important, c'est une vision, à moyen et long terme.» Martin Bouchard croit que les gens de Québec ont besoin d'un projet rassembleur. «On dirait qu'il n'y a plus rien qui rallie les gens à part les grandes marches. À un moment donné, une ville a besoin de projets. [...] Pour améliorer le sentiment d'appartenance, il va falloir créer des projets de rassemblement qui vont démontrer que la quatrième banlieue est aussi importante que la ville centre.»

À cet égard, la directrice du Musée de la civilisation, Claire Simard, se dit convaincue que les fêtes du 400^e anniversaire de la fondation de Québec par Samuel de Champlain sont l'occasion rêvée d'y parvenir. «On pourrait voir dans les fêtes du 400 un bel événement rassembleur pour que la fête appartienne à tout citoyen, peu importe où il est dans la ville. Il faut absolument réussir cet événement-là. Pour moi, ces fêtes sont l'occasion de regarder le passé mais aussi de se projeter dans l'avenir.» Or, pour cela comme pour le reste, rien n'est acquis. Selon un sondage CROP publié la semaine dernière dans *Le Soleil*, seulement 30 % des gens de Québec jugent que les célébrations du 400^e anniversaire devraient être une priorité.

Un libéral ou un péquiste?

Le prochain maire de Québec sera-t-il libéral ou péquiste? La question se pose à la lumière d'un récent sondage Léger-Marketing qui donne aux ex-ministres Marc Bellemare et Guy Chevrette respectivement 23 et 22 % des voix s'ils se présentaient au scrutin de novembre 2005.

Pour l'instant, ni M. Bellemare ni M. Chevrette n'ont confirmé leur candidature. Or, si les deux ex-ministres occupent déjà beaucoup de terrain, ils sont loin d'être les seuls à convoiter la mairie de Québec. Sur la scène municipale, les Paul Shoiry et Claude Larose, respectivement associés à l'opposition (Action civique de Québec) et au parti du maire L'Allier (Renouveau municipal de Québec), sont déjà en campagne. Les sondages leur donnent en moyenne 10 % d'appuis, tout comme au vice-président du conseil exécutif de la Ville, Jacques Jobin, qui n'a pas confirmé son désir d'entrer dans la course.

On attend aussi des nouvelles de l'ancienne mairesse de Sainte-Foy, Andrée Boucher, qui se dit toujours en réflexion. Si elle décidait de se lancer, Mme Boucher pourrait donner du fil à retordre à M. Shoiry à la course à la direction de l'ACQ. Quant aux Claude Larose et Jacques Jobin, associés au parti du maire Jean-Paul L'Allier, ils devront notamment rivaliser avec Hugo Lépine, personnalité connue du milieu communautaire pour son travail à la Maison L'Aubervière.

À côté de ces «politiques», circulent les noms de personnalités du monde des affaires comme Régis Labeaume, du Festival d'été de Québec, et Patrick Simard, de la Chambre de commerce, lesquels pourraient bénéficier de l'intérêt des gens de Québec pour le développement économique. La question est maintenant de savoir si tous ces candidats pourront éventuellement s'insérer dans les deux partis politiques existants ou si on verra apparaître de nouvelles formations qui auraient certes l'avantage de ne pas être associées à l'un ou l'autre des camps qui se sont affrontés dans le débat sur les fusions municipales.

I. P.



Michel David

La grande porte

J eudi, le ministre des Finances du Québec, Yves Séguin, a utilisé un langage moins excessif qu'à la veille de l'Halloween pour qualifier le comportement du gouvernement fédéral lors de la dernière conférence des premiers ministres sur la péréquation.

Sur le fond, il n'a cependant rien retiré de ses récriminations contre Ottawa. Il a simplement été plus technique dans sa description de la «saignée» dont le Québec aurait été victime. Jamais une province canadienne n'a été traitée aussi durement depuis la Deuxième Guerre mondiale, a-t-il dit.

Il est toujours un peu déroutant d'entendre les explications de M. Séguin, qui peut facilement dire une chose et son contraire dans une même phrase. En conférence de presse, il a vivement dénoncé le «silence inflexible» qu'Ottawa a opposé aux revendications du Québec tout en se disant «pleinement confiant que le gouvernement fédéral va nous entendre».

À cet égard, la réplique vulgaire que lui a servie Jean Lapierre devrait dissiper toute équivoque. Dans la capitale fédérale, on en a manifestement ras le bol des jérémiades de M. Séguin. M. Lapierre a d'ailleurs raison sur un point: malgré les surplus qui s'accumulent à Ottawa, l'entêtement du gouvernement Charest à promettre des baisses d'impôt affaiblit beaucoup son discours sur le déséquilibre fiscal.

Encore jeudi, le ministre des Finances a déclaré qu'il serait exagéré de dire que le cadre financier établi par son gouvernement, y compris les baisses d'impôt, est compromis par le «traitement inéquitable» réservé au Québec. Un malicieuse hasard a même voulu que l'augmentation des transferts fédéraux lui permette de compenser la baisse de ses revenus autonomes. Comment voulez-vous que la population s'y retrouve?

M. Séguin a beau dire qu'il y a encore de l'espoir, il voit très bien que l'étouffement financier qu'il décrivait si bien dans son rapport se poursuit inexorablement. La question est de savoir pendant combien de temps encore il va accepter de faire semblant de croire qu'il est possible de rétablir un certain équilibre.

Encore faut-il qu'on lui en accorde le loisir. Les ruines de remaniement ministériel ont repris à Québec. Ce serait maintenant pour le début de 2005. En avril prochain, le gouvernement arrivera à mi-mandat. Le premier ministre peut donc procéder aux ajustements qui s'imposent sans donner l'impression d'agir sous la pression des événements. À la mi-mars, un nouveau discours inaugural devrait normalement compléter l'opération.

Les candidats à un remaniement sont nombreux, qu'il s'agisse de ceux qui déçoivent, comme Sam Hamad, Pierre Reid et Jacques Chagnon, ou de ceux qui souhaitent changer de poste, comme Jean-Marc Fournier, ou simplement voir leur tâche allégée, comme Jacques Dupuis.

M. Séguin pourrait cependant être la grande victime de ce remaniement. Il a beau être le ministre le plus populaire du gouvernement, le bureau de M. Charest en a plus qu'assez de ses déclarations intempestives. Depuis le printemps dernier, on évoque ouvertement la possibilité de s'en débarrasser.

Au cours des mois qui ont précédé les élections du 14 avril 2003, les conseillers de M. Charest étaient divisés sur l'opportunité de sa candidature. Ceux qui l'avaient connu à l'époque où il faisait partie du cabinet Bourassa prévoient déjà qu'il serait un embarras permanent. Ceux qui le connaissent moins voyaient surtout les avantages de sa notoriété et se faisaient fort de l'encadrer suffisamment pour limiter les dégâts. Ils sont aujourd'hui ses plus grands détracteurs.

M. Séguin sait parfaitement à quoi s'en tenir, mais il ne pourrait pas changer, même s'il le voulait. Il fait partie de ces cow-boys solitaires qui deviennent rapidement un problème dans tout gouvernement, les Claude Wagner, Jérôme Choquette, Rodrigue Tremblay, Jean-Pierre Charbonneau...

Celui qui serait appelé à lui succéder est l'actuel ministre d'État au développement économique et régional, Michel Audet. En acceptant d'être candidat dans Laporte, le président de la Fédération des chambres de commerce du Québec se croyait d'ailleurs destiné aux Finances, et il a été très mécontent quand il s'est rendu compte que le poste était déjà promis à M. Séguin.

M. Audet n'est pas un bon politicien. À l'Assemblée nationale, il est très mal à l'aise, et on l'imagine aussi mal dans un bain de foule. En revanche, il possède une qualité que la comparaison avec M. Séguin pourrait rendre inestimable: la mesure et la discrétion en tout. On pourrait même dire: avec excès.

Que ferait Yves Séguin si on lui offrait un autre ministère? En 1991, il avait démissionné du cabinet Bourassa au prétexte qu'il s'opposait à l'harmonisation de la TVQ à la TPS fédérale. En réalité, il enrageait de voir que Gérard D. Levesque était inamovible aux Finances. Il voulait au moins participer à l'élaboration du budget, mais M. Levesque ne voulait rien entendre.

S'il a claqué la porte parce qu'il ne pouvait pas obtenir les Finances, on imagine mal qu'il reste si on les lui enlève. Là encore, Jean Lapierre a raison: «Ça fait tellement de temps qu'il rêve

d'être ministre des Finances.»

Démissionner par dépit ne fait jamais bonne impression. Il vaut infiniment mieux sortir par la grande porte, en invoquant une question de principe. En 1991, la porte était malheureusement un peu étroite: personne n'a vraiment compris en quoi l'harmonisation de la TVQ justifiait un geste aussi extrême qu'une démission. En revanche, quoi de plus noble que de sacrifier sa carrière au nom des intérêts supérieurs de la nation?

Jeudi, le ministre des Finances a utilisé une expression qui traduit parfaitement sa conception du fédéralisme. «Nous sommes les deuxièmes plus gros actionnaires de la fédération canadienne», a-t-il dit. Et il estime que le rendement n'est pas suffisant. C'est toute la différence avec son chef, qui adhère profondément aux valeurs canadiennes.

Il serait tout de même un peu gênant pour M. Charest de congédier M. Séguin parce qu'il dénonce trop bruyamment l'injustice dont le Québec est victime. Finalement, la meilleure façon pour le ministre des Finances de conserver son poste est peut-être de continuer à crier au vampire.

mdavid@ledevoir.com

É D I T O R I A L

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

Bush et le Canada

Le Canada recevra bientôt la visite de George W. Bush, qui a accepté l'invitation du premier ministre Paul Martin au lendemain de sa réélection. Que cette visite ait lieu est en soi le signe d'un réchauffement des relations entre Washington et Ottawa, où on craint toutefois que le fort sentiment anti-américain qui persiste à travers le pays ne vienne gâcher cette reprise de contact.

Sil ne le sait pas déjà, George W. Bush ne pourra plus ignorer, après cette visite, que les Canadiens sont dans une très forte proportion, sinon en majorité, en désaccord avec sa politique extérieure et sa politique militaire. Partout où il se rendra, il trouvera sur son chemin des manifestants qui lui diront leur opposition à la guerre en Irak, à son projet de bouclier antimissile ou encore à ses politiques environnementales. À la Chambre des communes, il pourra même rencontrer la députée Carolyn Parrish, qui fait désormais profession d'antiaméricanisme primaire.

Que le président Bush voie et entende ces désaccords est une bonne chose. Il ne pourra que mieux comprendre les réserves exprimées par le gouvernement Chrétien à l'endroit de la guerre en Irak, tout comme les hésitations du gouvernement Martin à le suivre dans son projet de bouclier antimissile. Il comprendra ainsi qu'il est inutile d'inviter de nouveau le Canada à envoyer des troupes en Irak. La réponse ne peut être que non.

Si George Bush vient à Ottawa à ce moment-ci, c'est qu'il a compris qu'il a besoin de son voisin et allié du Nord. Les ressources naturelles du Canada sont plus que jamais attrayantes, surtout dans le contexte d'instabilité qui règne dans plusieurs États producteurs de pétrole et de gaz. Il y a aussi le rôle que pourrait jouer le gouvernement canadien, ne serait-ce que sur le plan diplomatique, pour l'aider à se sortir du bourbier irakien. Le Canada est après tout un membre important du G8 et de l'OTAN. Sa voix est l'une de celles qui comptent aux Nations unies. Continuer à boudier le Canada n'aurait plus de sens.

Le fait d'avoir fermement exprimé par le passé ses désaccords face aux politiques américaines devrait en réalité bien servir le premier ministre Martin aujourd'hui. En s'éloignant de son allié, le Canada s'est construit un espace de négociation qu'il ne pouvait pas avoir tant qu'il s'alignait étroitement sur Washington. Pour une fois, les compromis pourraient aussi venir des Américains.

Ce qu'aura réussi le premier ministre Jean Chrétien en s'opposant à George W. Bush sur la question irakienne aura en quelque sorte été de tourner la table de côté, si bien qu'il est peut-être temps d'abandonner le complexe d'infériorité qui, de tout temps, a coloré la relation du Canada avec les États-Unis. Certes, sur le plan tant économique que démographique, les deux pays ne sont pas près d'avoir le même tour de taille. Il ne sera jamais facile de gagner des guerres commerciales comme celle du bois d'œuvre. Par contre, en s'affirmant sur la scène internationale comme une voix indépendante, le Canada créera une nouvelle dynamique. S'il ne peut plus tenir pour acquis son allié canadien, Washington sera forcé de composer. La relation ne pourra être que davantage équilibrée.

À surveiller, donc, au cours de cette prochaine visite, la volonté du premier ministre Martin de garder ses distances avec les politiques de Georges W. Bush et d'affirmer la personnalité internationale du Canada.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Après 40 ans

Faut-il y voir un hasard? On a souligné cette semaine le 40^e anniversaire du ministère de l'Éducation au moment même où on apprend la quasi-disparition du dernier symbole de l'«ancien temps»: l'enseignement du latin.

Pourtant, la réforme de l'éducation que le ministère appliquera dans les écoles secondaires en septembre 2005 n'oblige en rien à abandonner cette matière dans les rares écoles qui l'enseignent encore. Au contraire, il serait facile de plaider que le latin est le vecteur par excellence de l'apprentissage du français et de l'histoire, matières que la réforme entend précisément privilégier.

Ce n'est donc pas par logique que meurt le latin. Pas plus d'ailleurs que par efficacité. En France, un programme destiné aux enfants d'immigrants ou défavorisés prévoit des cours de latin. C'est un succès: leurs résultats en français se sont améliorés... et eux peuvent comprendre dans le texte les formules magiques d'Harry Potter et ses amis.

Non, c'est plutôt au nom du pragmatisme que le latin disparaît: pour mieux remplir une grille-horaire où il faut glisser tous ces autres cours dont l'utilité, elle, saute aux yeux. Qui, en effet, peut se passer d'espagnol en cette ère de mondialisation?

Voilà bien la grande rupture par rapport à la création du MEQ, il y a 40 ans. L'éducation ne se décline plus que dans un langage utilitariste. Il s'agit moins de former une société, via ses jeunes, que de la faire réussir. Ce n'est pas un mal en soi. Mais quand l'obsession éducative se ramène à ce credo, ce n'est plus d'apprentissage dont il est question mais de compétition. Les parents cherchent la meilleure école; les étudiants, la formation qui leur permettra, avec le strict nécessaire, de trouver une job; et l'État, lui, attend des résultats: s'accroîtra-t-il donc, ce taux de diplomation qui stagne depuis dix ans?

Peu d'activités ont entouré le 40^e anniversaire du MEQ. Néanmoins, un colloque s'est tenu jeudi sur le sujet à l'université McGill. Le professeur Claude Lessard, de l'université de Montréal, y a démontré à quel point le croisement de deux logiques amorcées il y a 20 ans (celle voulant que chaque école ait son «projet éducatif» et la concurrence à l'œuvre, surtout au secondaire) est à façonner l'école de demain. Le monde de l'éducation sera-t-il fracturé entre les bonnes écoles — les privées et quelques publiques — et les laissées-pour-compte?

À l'heure des palmarès, donc des écoles plus «utiles» que d'autres, nous dirions plutôt que ce processus est achevé. Et l'école comme bien commun recule jusque-là où elle était avant le rapport Parent, quand la coupure était nette entre l'élite — et la classe moyenne qui tente de s'y arrimer — et les autres.

Cette logique est maintenant aux portes des cégeps. On veut décentraliser leur gestion, soit. Le ministre Pierre Reid s'interroge sur le concept même de «formation générale» — c'est légitime. Gageons même qu'il ne tranchera pas là-dessus. Il mettra toutefois en place de telles conditions de gestion locale qu'un jour, dans dix ans peut-être, voire dans vingt ans, il sautera aux yeux de tous que, vraiment, la philo ne rentre plus dans la grille-horaire. Comme le latin aujourd'hui au secondaire.

Peut-être qu'alors, face à ce système «utile» mais fracturé de partout, on verra enfin quelqu'un reprendre les ambitions égalitaires du rapport Parent.

jboileau@ledevoir.ca



LETTRES

Les agressions sexuelles chez les enfants

Madame Josée Boileau,
Je tenais à vous féliciter pour votre éditorial de jeudi dernier sur l'affaire Cloutier. Trop souvent, les médias oublient les petites filles et les petits garçons dont la vie est gâchée, au détriment de l'agresseur. Seulement en 2003, les centres jeunesse du Québec sont intervenus directement auprès de 746 enfants dont le signalement a été retenu et pour lesquels les preuves étaient suffisantes afin de présenter leur situation tragique devant le tribunal. De ce nombre, 76 enfants étaient âgés entre 0 et 5 ans, 304 entre 6 et 12 ans et 354 entre 13 et 18 ans. Merci de continuer à vous intéresser aux enfants les plus vulnérables de notre société.

Jean-Pierre Hotte
Directeur général
Association des centres jeunesse du Québec
Le 19 novembre 2004

La culture de la mort

C'est avec une très grande tristesse que j'ai écouté l'émission de Télé-Québec *Le Dernier Droit* le 18 novembre dernier. La porte sera bientôt grande ouverte; la meute populaire (sondages à l'appui) et médiatique exige l'euthanasie, pudiquement appelée «suicide assisté».

Ce débat où les dés seront pipés d'avance me rappelle celui sur l'avortement. Après avoir ouvert la porte à ce geste inhumain en acceptant les avortements à quelques semaines, le vide juridique avec la bénédiction de la Cour suprême du Canada a permis tous les dérapages actuels. On se fait maintenant avorter après six, sept ou huit mois de grossesse; c'est même devenu une simple banalité et, pour plusieurs, un moyen de contraception. De plus, le fœtus n'est plus considéré comme une personne humaine; il n'a aucun droit.

Avec l'euthanasie, on va bientôt vivre le même cheminement. Dans un premier

temps, on acceptera et on légalisera ce meurtre pour les personnes souffrantes qui sont très malades. Mais très bientôt, la meute bien portante, sous prétexte de pitié et de compassion, exigera l'euthanasie pour les personnes âgées et très dépendantes et pour les handicapés vivant dans les centres d'accueil; ces personnes improductives coûtent très cher à la société!

Enfin, on passera à l'étape suprême, c'est-à-dire l'euthanasie accessible à tous sur demande. On dira haut et fort: «Mon corps m'appartient; je peux en disposer quand je veux et comme je veux si je suis écœuré de la vie.»

La culture de la mort continue son œuvre en accident. La décadence n'a plus de limites; après les cliniques d'avortement avec pignon sur rue, on aura droit aux cliniques d'euthanasie et, pourquoi pas, dans la même bâtisse! Il faut bien que la carte-soleil serve à quelque chose de vital!

Paul-André Deschesnes
Le 19 novembre 2004

REVUE DE PRESSE

Guy Bertrand, le complot juif et la radio extrême

Antoine Robitaille

S'en prendre à l'impartialité des juges: cela semble être une nouvelle toquade du célèbre «maître» Guy Bertrand.

En éditorial principal hier, le *Globe and Mail* dénonçait cette stratégie «pernicieuse» dans le cadre du procès en Cour suprême de son client, le présumé criminel de guerre rwandais Léon Mugesera. Ce dernier, qui habite Québec, tente depuis dix ans d'éviter l'expulsion vers son pays. Selon des allégations, Mugesera aurait en 1992 incité à la haine et au génocide contre la minorité tutsie du Rwanda, notamment par l'entremise de la Radio Mille-Collines. En 2003, la Cour d'appel fédérale avait rejeté ces allégations. Mais le gouvernement fédéral a interjeté appel de cette décision.

Selon le *Globe*, Guy Bertrand rejette l'appel avant audience (prévue le 8 décembre) en dénonçant à toutes fins utiles un «complot juif» — le mot est du *Globe* — qui aurait eu pour objectif de faire expulser son client. Selon le journal torontois, Bertrand allègue que le ministre fédéral de la Justice, Irwin Cotler, était «en conflit d'intérêts et a abusé de ses prérogatives en cédant aux pressions du Congrès juif canadien pour faire nommer la juge Rosalie Abella au plus haut tribunal du pays dans le cours des efforts entrepris pour faire expulser son client». Ouf!

Cette analyse est «invraisemblable», écrivait hier le *Globe and Mail* en éditorial. «Bertrand nous dit en définitive que tout enfant de survivant de l'Holocauste ne pourrait entendre une cause dans le domaine des crimes de guerre.»

Or la juge Abella s'est reculée il y a deux mois! Sans s'expliquer. Le *Globe* suppose que c'est en raison de sa participation à un colloque sur le Rwanda, tenu en 1999 et pendant lequel on a discuté du cas de M. Mugesera.

Mais ce n'est pas assez pour M^r Bertrand, dit le *Globe*. «Il veut que l'ensemble de la cour se recuse! Pourquoi? Ah oui, pourquoi? [...] Tout ce qu'on peut comprendre de son argumentation, écrit le *Globe*, c'est que ce tribunal a été l'instrument d'un grand complot juif.» M. Bertrand ne se borne pas à Mme Abella et à M. Cotler: il s'en prend aussi à l'ancienne juge Louise Arbour (maintenant à l'ONU, au

Haut-Commissariat pour les réfugiés). Cette dernière faisait partie du plus haut tribunal lorsque celui-ci a décidé d'entendre l'appel dans le cas de Mugesera... Mais Arbour, comme juge, n'a pas participé à cette décision. M. Bertrand la soupçonne toutefois d'avoir exercé des pressions afin que la cour accepte d'entendre l'appel parce qu'elle «savait ou aurait dû savoir» qu'elle a reçu un prix de la part de l'organisme Jewish Women International of Canada.

Le *Globe* n'en revient tout simplement pas de ce «ramassis d'incohérences ridicules et injurieuses», des «absurdités travesties en langage juridique». Bref, ce n'est pas la cour «qui se trouve en total discrédit mais Guy Bertrand lui-même».

La presse



du Canada

Ajoutons que le flamboyant avocat a tenté en vain le même type de stratégie de sappe, fin septembre, dans le cadre du procès de l'animateur Robert Gillet à lancé contre Jean-François Fillon et André Arthur. Dans un des derniers rebondissements de l'affaire, la juge France Thibault avait affirmé que la logique invoquée par Bertrand était «inédite». C'était la première fois, selon elle, que «des défenseurs réclamaient la suspension de procédures en invoquant le fait que le demandeur [en l'occurrence Gillet] aurait abusé du processus judiciaire en entretenant des relations privilégiées avec certains juges de la Cour supérieure».

Salon, le célèbre magazine Internet américain, publiait cette semaine une mise en garde, de la part de David Beers, un «États-Unien» vivant depuis 12 ans à Vancouver, à l'endroit de tous ses ex-compatriotes de gauche qui rêvent de déménager au Canada depuis la réélection de Doublet.

Oui, la tendance — dont nous vous avons parlé ici il y a quelques semaines — se maintient. Beers raconte que la station locale de Radio-Canada à Vancouver a présenté cette semaine un reportage à propos d'un bureau d'avocats qui, devant l'avalanche d'appels téléphoniques d'Américains désirant venir vivre au Canada, «a mis sur pied des ateliers d'information sur les moyens de déménager au Canada» pour les «réfugiés du pays de Bush».

Le Canada semble vraiment être «le plus

gros État bleu qui soit» (bleu étant la couleur des régions démocrates).

Beers cite un sondage de *Time Magazine* selon lequel deux tiers des Canadiens, s'ils avaient eu le droit de vote aux États-Unis, auraient opté pour John Kerry et seulement 19 % pour George W. Bush. Un autre sondage a indiqué que 80 % des Canadiens croient que Bush dirige un État voyou alors que «la plupart des adultes de moins de 35 ans croient que les États-Unis sont devenus une puissance maléficiente dans le monde». Le réchauffement planétaire, le sida et même le SRAS effraient les Canadiens davantage que le terrorisme. De plus, «la grande majorité préférerait consacrer l'argent des contribuables à la santé et à l'éducation plutôt qu'à l'armée, et 40 % d'entre eux croient que les Suisses ont raison: «travaillons à faire de ce pays un endroit agréable plutôt que de s'embarasser des questions internationales».

Mais le portrait est beaucoup plus complexe que ce que les Ralph Nader et Michael Moore racontent du Canada aux États-Unis, dit Beers: «Le Canada a ses magnats de la presse de droite, ses think tanks conservateurs et ses Bible Belts.» De plus, souligne-t-il, la plus grande province du pays tente de se sortir de neuf années d'un régime néoconservateur qui a «laissé les infrastructures se dégrader, sabré les programmes sociaux et fait exploser le nombre de sans-abri. Et même avant cela, si vous n'aimiez pas Reagan, vous n'auriez pas davantage apprécié son contemporain, alter ego conservateur et tout aussi Irlandais que lui, Mulroney». Beers raconte aussi qu'il est arrivé en Colombie-Britannique à une époque où Bill Vander Zalm, un chrétien fondamentaliste propriétaire d'un parc d'attractions appelé Fantasy Gardens, était au pouvoir... «avant que des scandales ne le chassent du pouvoir». Par la suite, les néo-démocrates ont pris le pouvoir «et des scandales les ont chassés du pouvoir». Troisième acte: «Des libéraux à la philosophie conservatrice [ceux de Gordon Campbell] ont pris le pouvoir en concédant une baisse d'impôt sans précédent aux riches. Ça vous rappelle quelque chose?». Vivre au Canada, conclut Beers, «donne l'impression de voyager au Texas puis d'aller en Suède, puis de retourner au Texas».

Le Devoir

IDÉES

ÉTATS-UNIS

Les armées de la compassion

JEAN-PAUL BRODEUR

Directeur du Centre international de criminologie comparée à l'Université de Montréal

On s'interroge depuis le 2 novembre dernier sur les raisons de la victoire décisive du président Bush. On a d'abord estimé qu'elle résultait d'une campagne de peur brandissant la menace du terrorisme. On a ensuite reconnu le rôle des «valeurs morales», rôle qu'on s'emploie maintenant à relativiser. Une chose est sûre: l'électorat le plus revendicateur de ces valeurs morales — les nouveaux chrétiens évangélistes — a joué un rôle clé, le stratège de G. W. Bush, Karl Rove, ayant réussi à les faire voter en masse. Les nouveaux évangélistes habitent une région des États-Unis connue sous le nom de «ceinture biblique» (Bible Belt). [...] Elle correspond au creux du Sud, augmenté de plusieurs États notoires pour leur ferveur religieuse. J'examinerai la situation de ces États, habités selon M. Bush par les «armées de la compassion», au regard de l'application des sanctions pénales les plus dures, soit la peine de mort et l'incarcération.

La peine de mort

Aux États-Unis, 38 États de la fédération ont conservé la peine de mort et 12 États, plus le district de Columbia, l'ont abolie. Rappelons que 19 États, plus le district de Columbia, ont voté pour le sénateur Kerry et que 31 États ont voté en faveur du président Bush.

■ 42 % des États ayant voté en faveur de John Kerry sont des États qui ont aboli la peine de mort (huit États sur 19); les deux tiers des 12 États abolitionnistes, plus le district de Columbia, ont voté pour le sénateur Kerry; ajoutons que six États autorisant légalement la peine de mort ne l'appliquent plus depuis 1977; quatre de ces États ont voté pour le sénateur Kerry; au total, 13 États (ou district) sur 19 interdisant ou n'appliquant pas la peine de mort ont voté Kerry.

■ Seulement 13 % des États favorables à M. Bush ont aboli la peine de mort; 71 % des États qui n'ont pas aboli la peine de mort se sont déclarés en faveur du président.

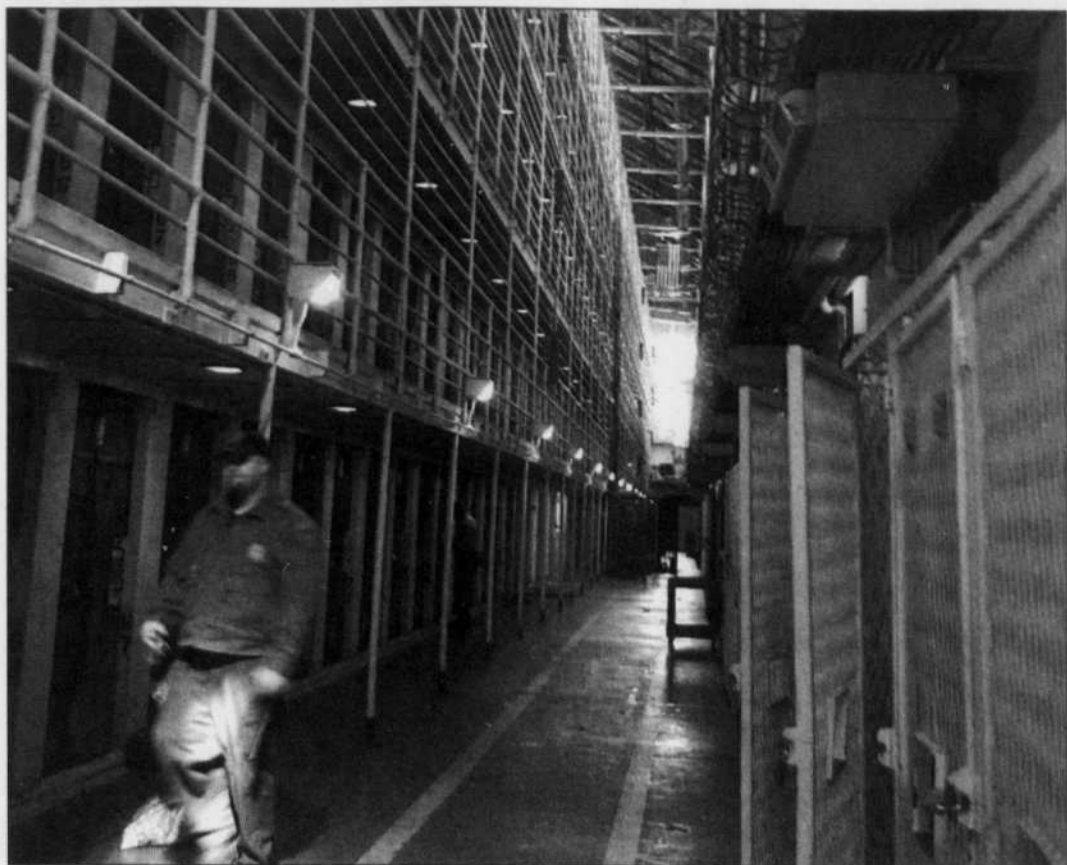
■ Aucun des États ayant aboli la peine de mort n'appartient aux États de la ceinture biblique, à l'exception de la Virginie de l'Ouest.

La prison

La population carcérale des États-Unis s'élevait, fin décembre 2003, à plus de deux millions de personnes, avec un taux d'incarcération de 714 prisonniers pour 100 000 adultes. En comparaison, les taux d'incarcération pour le Canada, la France et le Royaume-Uni sont respectivement de 134, 87,6 et 137,1 pour 100 000 adultes en 2002.

En dépit d'une chute très notable des taux de criminalité aux États-Unis depuis 1992 (par exemple, les homicides ont diminué de deux tiers à Boston), la population carcérale y est passée de 1 585 586 détenus en 1995 à 2 085 620 détenus à la fin de 2003, soit un accroissement de plus de 30 %.

Même si, au total, moins d'accusés sont déferés devant les tribunaux, on se rattrape en les condamnant plus souvent à des peines d'incarcération, dont la durée est plus longue qu'auparavant. Il ne faut pas se retenir d'affirmer que les prisons américaines constituent un goulag qui n'a rien à envier à celui de l'ex-Union soviétique et où les Noirs sont



CLAY MCLACHLAN REUTERS

Pour agrandir la prison historique de San Quentin, les autorités pénitentiaires comptent dépenser au moins 220 millions, histoire de faire de la place à un nombre de plus en plus grand de détenus.

représentés quatre fois plus que leur proportion dans la population.

■ Quatre des cinq États qui incarcèrent le moins aux États-Unis ont voté pour le sénateur Kerry. Les neuf États du Nord-Est sont de très loin ceux qui incarcèrent le moins [...]: ils ont tous voté pour le sénateur Kerry.

■ Les cinq États qui incarcèrent le plus ont tous voté pour le président Bush; neuf des dix États dont le taux d'incarcération est supérieur à 500 personnes pour 100 000 adultes — ce taux est de 801 en Floride — ont voté pour le président Bush.

■ A eux seuls, les 16 États du Sud incarcèrent plus que les 25 États faisant partie du Midwest et de l'Ouest (y compris la populeuse Californie) pris ensemble. [...] tous les États du Sud sont pris dans la ceinture biblique et tous, sans exception, ont voté pour le président Bush.

Le Texas

Le Texas a exécuté 289 condamnés à mort depuis 1977. Son plus proche concurrent, la Virginie, a exécuté 87 condamnés... Pour tous les autres États qui appliquent la peine de mort, le nombre des personnes exécutées depuis 1977 se situe sous la barre de 55 condamnés. En 2002, le Texas a exécuté 33 personnes, l'État occupant la seconde place étant l'Oklahoma, qui en a exécuté... sept.

La population totale des détenus dans la région du nord-est des États-Unis se situait à 173 330 personnes à la fin de 2003. Le seul État du Texas comptait, à la même date, 166 911 prisonniers, c'est-à-dire presque autant de détenus que les neuf États du Nord-Est (qui comprennent le populeux État de New York). [...]

On trouve sur la Toile, sur le site d'une fondation qui se consacre à l'excellence dans l'éducation (Annenberg-CPB), une carte représentant les États esclavagistes (plus les territoires où la pratique de l'esclavage était permise) et les États qui avaient aboli l'esclavage dans la période précédant la guerre civile des États-Unis. Cette carte correspond de très près à celle des États qui ont réélu le président Bush quand on superpose les deux tracés.

Les chrétiens évangélistes sont bien mal nommés. Ils n'ont jamais rencontré Jésus, qui réclamait dans l'Évangile que celui qui était sans péché jette la première pierre à une pécheresse. Ils ne connaissent (par prédicateurs interposés) que les prophètes imprécateurs de l'Ancien Testament, possédés par la colère de Yahweh.

Cette obsession borgne de la punition est partie prenante dans les guerres de George W. Bush et dans le soutien que lui apportent des ruraux affolés. Ceux-ci ne connaissent pourtant du terrorisme que son matraquage à la télé alors que ses véritables victimes de New York et de Washington ont voté pour M. Kerry. C'est aussi cet aveuglement qui sévit à Falouja, où des Marines d'apocalypse se prennent pour l'Ange exterminateur.

Le président Bush vient de nommer Alberto Gonzales comme successeur de John Ashcroft au ministère états-unien de la Justice. M. Gonzales était juge au Texas et il est l'un des auteurs de la doctrine qui permet d'enfermer des «combattants illégaux» dans ces enfers sans droit que sont Guantanamo ou Abu Ghraib. Que ceux qui se déçoivent maintenant exilés dans le Jesusland s'arment de constance, à l'instar des Hébreux en Égypte. Le passage de la mer Rouge n'est pas pour bientôt. [...]

La radio de Radio-Canada est plus distincte et plus publique que jamais

SYLVAIN LAFRANCE

Vice-président de la radio française de Radio-Canada

En août dernier, la radio publique procédait à un remaniement des contenus présentés sur ses deux chaînes. Nous poursuivons alors un objectif clair: en faire plus pour la musique, plus pour la culture, plus pour les jeunes publics.

Notre approche a consisté à maintenir le nombre d'heures consacrées à la culture sur nos deux chaînes. Nous avons donc choisi de programmer 12 heures supplémentaires d'émissions culturelles à la Première Chaîne, une radio qui a un niveau d'écoute impressionnant et sans précédent. Nous transformons alors la seconde chaîne en un espace totalement dédié à un enjeu culturel majeur au pays: celui de la diversité musicale. Nous augmentons par ailleurs la place occupée par Bandepartlm; Claude Rajotte et son équipe peuvent donc maintenant s'intéresser à toutes les musiques émergentes des nouvelles générations de créateurs.

Le projet a naturellement soulevé certaines critiques, positives et négatives, certaines légitimes aussi chez nos partenaires. Permettez-moi de rappeler l'ambition de ce projet et de réaffirmer le caractère éminemment distinctif de la radio publique dans cette approche.

La personnalité de nos chaînes

La Première Chaîne est plus que jamais une radio d'information et de culture. Trois émissions (un café littéraire, un plateau culturel et un magazine quotidien d'actualités culturelles) sont venues enrichir une programmation qui présentait déjà un contenu hautement culturel.

Espace Musique, de son côté, se démarque de tout ce qui se fait en radio commerciale et son approche est diversifiée: classique, jazz, chanson francophone, musique du monde, musique émergente, etc. Sur ses ondes, le classique reste le genre le plus diffusé dans des créneaux de grande écoute et il est

faux de prétendre qu'il est sans cesse présenté dans un «mélange de genres». Cette chaîne représente une avenue alternative pour les auditeurs qui souhaitent avoir accès à un héritage musical plus vaste et un espace unique de découvertes et de diversité.

Le plus large public possible

Les émissions culturelles de la Première Chaîne répondent aux goûts du public le plus large possible, à ses intérêts, à sa quête de découvertes et de plaisirs, sans en occulter ni la qualité ni la profondeur. À aucune autre radio peut-on entendre de grandes séries biographiques comme celle sur Gilles Vigneault, des reportages de fond avec des personnalités aussi différentes que la designer de mode Marie Saint Pierre ou [...] l'écrivain Mario Vargas Llosa. Nulle part ailleurs peut-on assister à des émissions spéciales sur l'héritage de grands cinéastes comme Gilles Carle et François Truffaut ou à des discussions sur des thèmes aussi vastes que la santé du livre au Québec ou l'américanité de notre culture [...]. Bref, le contenu culturel à la radio de Radio-Canada est bien présent, bien vivant, conséquent et pertinent.

D'autre part, je ne saurais assez répéter que les cotes d'écoute ne sont pas le moteur de la radio publique. La Première Chaîne connaît depuis quelques années un succès de notoriété, d'écoute et de fidélité sans précédent. [...] Cela démontre que l'on peut à la fois être une radio de grande qualité et augmenter son auditoire tout en respectant son mandat et sa personnalité.

En ce qui a trait à Espace Musique, nous sommes confiants que l'écoute va croître au fil des prochaines années et que le milieu musical et ses artisans seront les premiers à en tirer un avantage certain.

Le défi de la radio publique est immense. Nous devons constamment trouver une réponse équilibrée à des aspirations citoyennes diverses et parfois contradic-

toires. Le service public, particulièrement dans le monde de la culture, agit dans des milieux fragiles et peu desservis par la radio commerciale. Les régions, la musique non commerciale, les jeunes créateurs, tous veulent légitimement leur juste part du «bien public». La création de ces équilibres est un exercice aussi délicat que passionnant. Nous devons à la fois créer du «distinctif», de l'«unique», du «meilleur de ce que nous sommes», mais nous avons aussi le devoir de générer une écoute raisonnable, susceptible de justifier les importants investissements publics dans ce média. Le service public doit être un univers de différences, mais il n'y a pas de service public sans public.

On peut à la fois être une radio de grande qualité et augmenter son auditoire tout en respectant son mandat et sa personnalité

Un défi passionnant

Penser ces équilibres, créer ces espaces distincts et améliorer la participation citoyenne à ce vaste projet qu'est la radio publique est un défi passionnant. [...] Éviter la dictature de l'écoute, entendre les préoccupations légitimes de nos partenaires et centrer nos décisions sur le citoyen, c'est ce qui nous permettra de créer du sens et de la cohérence et d'accomplir une mission audacieuse, celle de diffuser dans toute sa diversité la culture d'ici et les plus grandes cultures du monde.

Cette fin de semaine, la radio de Radio-Canada est le diffuseur officiel du Salon du livre de Montréal, où huit émissions spéciales seront diffusées en direct; dimanche débutent les festivités entourant «Montréal, cité de la musique 2004», où neuf grands concerts seront entendus dans plus de 25 pays à travers le monde, touchant près de deux millions d'auditeurs; la semaine prochaine, à l'émission *Porte ouverte*, on retrouvera une série de grande qualité sur la culture canadienne-anglaise, et je m'arrête ici. N'est-ce pas là le rôle de la radio de Radio-Canada? N'est-ce pas là le contenu même d'une radio qui contribue à l'expression culturelle?



Denise Bombardier

Le salon culinaire

Mise en garde: que ceux qui seraient tentés d'interpréter cette chronique comme une expression dédaigneuse à l'endroit des livres de cuisine et des plaisirs gustatifs aillent se rhabiller. L'art culinaire est un des raffinements qui s'offrent à nous et nous consolent de la dureté de la vie.

Parlons plutôt du détournement d'objectif du Salon du livre de Montréal, dont les organisateurs, cette année, ont choisi pour thème le livre de cuisine. On assiste de ce fait à un glissement de la culture vers l'agriculture. Certes, au fil des ans, le Salon est devenu une foire commerciale de l'imprimé. On l'avait noté. Mais la littérature, bien que bousculée (époque oblige), arrivait à s'y faire entendre. Les écrivains y côtoyaient les écrivains d'ouvrages sur l'épanouissement du moi par lavements rectaux ou sur la philosophie de Rael et autres illuminés moins hard, mais on les gardait en façade afin de pouvoir parler du Salon comme d'une activité culturelle de premier plan dans notre société encore distincte.

Comme on n'arrête pas le progrès (et, dans ce cas-ci, il s'agit de vendre la culture en en parlant le moins possible et en la plaçant à l'arrière-scène), on s'attend l'an prochain à un Salon dédié aux livres de décoration intérieure et, pourquoi pas, à la mécanique automobile. Le Salon étant une institution financée en partie par les fonds publics, on est en droit de se demander si l'argent du contribuable n'est pas détourné à des fins purement commerciales. Ce serait dans la logique économique, rien à redire là-dessus, sinon qu'il faudrait effacer les références littéraires qui donnent à l'événement un standing intellectuel alors qu'il s'agit de stands de marchandise écriée.

♦ ♦ ♦

C'est fou comme le mot «culture» est à la fois un repoussoir et un faire-valoir. Ceux qui ne croient pas à la culture s'approprient l'étiquette alors que les gens de culture sont maintenus à l'écart lorsqu'ils ne sont pas proprement éconduits. At-on seulement remarqué qu'à la télévision de Radio-Canada, le contenu culturel que défendait et honoraient avec tant de talent Christiane Charest est passé sous la coupe d'un amuseur public qui se défoule parfois au lancer de trophées? À Télé-Québec, l'émission littéraire est animée par un couple gentil qui réussit à aborder la littérature par la voie de l'infantilisation. À vouloir simplifier l'œuvre, on la rend aussi digeste qu'un feuillet télévisé, ce qui est le fond de commerce de ce couple par ailleurs sympathique.

On en est arrivé à suspecter toute personne cultivée, sauf en sport, où il ne viendrait à l'esprit d'aucun responsable de média sportif de confier des émissions à des ignorants du sport. D'ailleurs, le mot «ignorance» s'évapore comme tant d'autres du vocabulaire au XXI^e siècle. On a des intérêts autres (lesquels? ça n'a aucune importance) mais on n'est jamais ignorant. Les amoureux de la littérature, parmi lesquels doivent bien se trouver quelques animateurs potentiels d'émissions vraiment littéraires, sont une race en voie non pas d'extinction mais d'évitement. C'est aussi très tendance de ghettoiser les gens, de les transformer, dans le cas qui nous occupe, en «élite déconnectée du peuple», ce faux vrai monde pour lequel on parle, on programme et, au bout du compte, on agit.

Au nom de l'égalitarisme et de la recherche éffrénée du plus grand nombre, on dépossède toute forme d'art de son essence même, cette quête d'absolu et d'universel dans un élan de gratuité et d'inefficacité totale. On est devenu obsessivement terre à terre, façon de dire qu'on a souvent le nez dans les caniveaux. Ou alors on s'accroche au réel ou, si on préfère, à la réalité réelle, qui nous met — c'est indéniable — à l'abri de l'imaginaire, seule planche de salut ou échappatoire pour ceux qui rêvent de rêver.

Depuis que les dépositaires de la culture à la mode sont devenus les définisseurs de la culture sans majuscule, ces fossoyeurs du grand C au profit du petit c, on ne jure plus que par les industries culturelles alors que le mot «écrivain» s'applique à quiconque pianote des signes sur un écran. C'est peu dire que la littérature est devenue une virtualité. Tout le monde écrit et tout le monde lit. Le temps n'est pas loin où on se définirait comme grand lecteur parce qu'on passe des heures à lire les textes des boîtes de céréales et les manuels d'instructions des électroménagers.

Le décloisonnement des genres en littérature, en musique, en théâtre, en arts visuels, est la conséquence de la démocratisation de la culture. Ce décloisonnement nécessaire pour sortir des conformismes et des hiérarchisations stériles a basculé dans une confusion des genres où le divertissement a pris le pas sur tout le reste. Dites à haute voix «salon littéraire», «salon culinaire», vous verrez lequel, instinctivement, vous donnera de bonnes vibrations pour parler comme tous ces livres de recettes de vie dans ou de pâté chinois, de cuisine fusion, ces piles de livres sous lesquelles se cachent peut-être quelques trésors archéologiques appelés œuvres littéraires.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Coriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (pupitre éditorial, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (cartooniste), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relateurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culture), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiatv), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Talbot, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufrais (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Legault (secrétaire à la rédaction); Alexandre Shields (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Mariève Côté, Slavica Bogdanov, Christiane Lévesque, Annelie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruellan, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Nathalie Lemaitre, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, YANICK MARTEL (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation, Geneviève Duguay, Monique Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclair. L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecck (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

SOCIÉTÉ

À l'ombre de la cour des miracles

Le documentaire *Médecine sous influence* est une troublante incursion dans l'univers d'une poignée de miraculés en attente d'une aide qui ne vient pas



Caroline à l'école.

PHOTOS OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA

Erwan, Caroline, Vincent et Charlie-Anne sont nés dans la cour des miracles des grands prématurés. Succès médicaux sur papier, leur sortie du service de néonatalogie a pourtant marqué les débuts d'un long combat pour se libérer des séquelles neurologiques et des handicaps importants qui ont résulté de leur renaissance assistée. À grand renfort de soins spécialisés et de cocktails médicamenteux, ils poursuivent aujourd'hui leur chemin seuls, la porte de la cour des miracles leur étant résolument fermée depuis.

LOUISE-MAUDE
RIOUX SOUCY

Le miracle est pourtant incontestable. La science est aujourd'hui capable de donner la vie à un prématuré de 22 semaines. Mais dès que le fragile oisillon de 500 grammes a repris les allures d'un poupon rose, on le chasse sans plus de manière, le livrant à un système qui ne sait que faire des paralysies cérébrales, déficiences intellectuelles et handicaps divers qui sont le lot des trois quarts des 2000 prématurés québécois arrachés à la mort chaque année.

Le poignant documentaire de Lina B. Moreco, *Médecine sous influence*, est une troublante incursion dans l'univers d'une poignée de miraculés qui portent patiemment leur croix dans l'attente d'une aide qui ne vient pas. Une situation qui scandalise le Dr Pierre Marois, physiatre à l'hôpital Sainte-Justine: «Les miracles qu'on fait à la naissance, il faut les poursuivre. Donner la vie ne se résume pas à sauver l'enfant, il faut lui fournir les outils nécessaires pour être autonome et libre. Ce que nous créons, ce ne sont pas en majorité des êtres libres et productifs mais de petits êtres fragiles, dépendants et sans ressources.»

« Donner la vie ne se résume pas à sauver l'enfant, il faut lui fournir les outils pour être autonome et libre. »

Erwan Trébaol-Houle et sa famille en savent quelque chose. Né à 25 semaines il y a maintenant 14 ans, Erwan a gardé de son passage en néonatalogie une paralysie cérébrale légère, une surdité qui est devenue de sévère à profonde et une déficience intellectuelle légère. Pour sa mère, Gaëlle Trébaol, les difficultés d'Erwan sont le résultat direct de son passage en néonatalogie.

« Quatorze ans après, je suis horrifiée de voir que j'ai permis ça. C'est culpabilisant, c'est réel », raconte-t-elle en pesant chacun de ses mots.

C'est que les gestes faits pour maintenir en vie un prématuré nécessitent une longue série d'opérations aussi invasives qu'audacieuses qui peuvent mener à des lendemains désenchantés. Et pas des moindres puisque les services offerts aux jeunes enfants cessent dès leur sortie de l'hôpital. Ce qui n'empêche nullement leurs besoins de croître. « L'après n'est pas pris en charge et, quand on le fait, on le fait trop tard, déplore le Dr Marois. Il y a un abandon total des enfants et de leurs familles. Et quand on se décide enfin à les aider, c'est un coup d'épée dans l'eau. »

Pourtant, dans toutes les facultés du monde, on enseigne que le dépistage et l'intervention précoces sont cruciaux, particulièrement chez l'enfant qui, dans les premiers mois de sa vie, a une plasticité cérébrale qui fait en sorte qu'on peut presque modeler son cerveau en fonction des stimulations qu'on lui apporte.

Cette période critique qui se prolonge jusqu'à

un an et demi peut donner lieu à d'autres miracles, tout aussi étonnants. « Même s'il y a une lésion, on est capable par toutes sortes de stimulations de contourner le problème et d'apprendre à l'enfant à faire les choses avec d'autres parties de son cerveau. Mais il faut intervenir tôt, et c'est là que le bât blesse parce que les listes d'attente ne sont pas de quelques mois mais bien de trois à quatre ans », s'indigne le Dr Marois.

Résultat? Trop d'enfants vivent avec des séquelles permanentes qui auraient pu être évitées. Pour le Dr Marois, un enfant cloué sur un fauteuil roulant parce qu'on ne l'a pas traité à temps, c'est inadmissible. « On est prêt à mettre un quart de million pour une greffe hépatique, un quart de million pour mener à terme un enfant prématuré, mais on n'est pas prêt à mettre ne serait-ce que quelques milliers de dollars pour permettre à un enfant d'être plus autonome dans la vie. » Pourtant, cinq ans de traitements en ergothérapie et en physiothérapie ne coteraient que 50000 \$ à l'État.

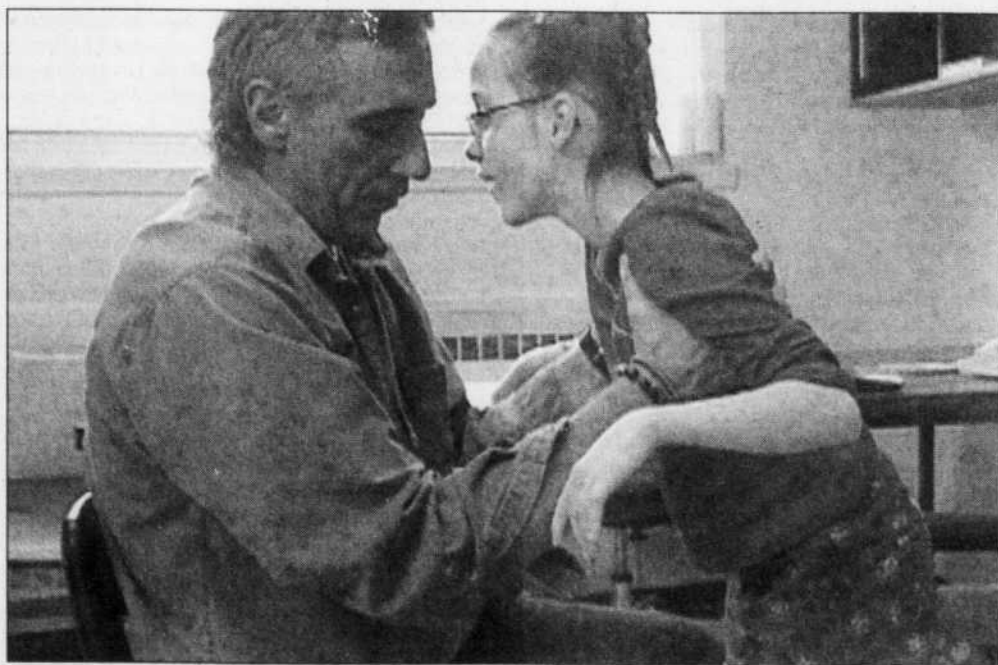
Et si l'État refuse de payer de tels services, il ne répugne jamais à allonger les dollars nécessaires pour couvrir les frais d'une chirurgie complexe ou ceux de médicaments aussi coûteux qu'impardonnés. Rien, pas même des miettes, n'est gardé pour la physiothérapie, l'ergothérapie ou la théra-

loi, Mme Moreco juge essentiel que les parents soient avisés des capacités technologiques actuelles de la médecine et, surtout, de ses limites. « Plus la technologie avance, plus les enfants sont des cobayes. Ce qu'il faut se demander, c'est si on est prêt à ce que ce soit notre enfant qui fasse avancer la science », fait-elle remarquer.

Pour la maman d'Erwan, c'est là le point essentiel du débat. « Quand on dit qu'il y a de 10 à 15% des enfants qui ont des séquelles, c'est de la désinformation. Les chiffres avancés par le Dr Marois sont beaucoup plus justes. On parle vraiment de 75 à 80% des prématurés qui vont avoir des séquelles de toutes sortes. C'est toute une différence, et il faut que les parents le sachent quand ils prennent leur décision de poursuivre ou non les traitements. »

Mais par-dessus tout, croit Mme Trébaol, il faut que les parents soient conscients de la solitude à laquelle ils seront confinés. « On a formé des spécialistes qui se surspécialisent pour sauver des enfants prématurés, mais ensuite, vous n'en trouverez pas un qui sera capable de vous dire: "Oui, je connais les séquelles de la prématurité et je suis à même de suivre des prématurés." C'est aberrant. »

Pour le Dr Marois, ce sont là les résultats des choix qui ont été faits il y a déjà 25 ans. « Il y a plein d'argent qui a été investi dans des approches plus



Le Dr Pierre Marois et Annie-Kim, en clinique.

pie hyperbare, elle-même désavouée par Québec. Pourtant, dans le caisson pressurisé, de petites mains se délient enfin, des langues se délient, des jambes se raffermissent, assure le Dr Marois, un ardent défenseur de la chambre hyperbare.

Même si les critiques fusent dans *Médecine sous influence*, il ne faudrait cependant pas y voir une mise à mort pure et simple de la néonatalogie, loin de là. « C'est plutôt une mise à mort de la relation de pouvoir entre les parents et le milieu médical », explique la cinéaste, qui a voulu d'abord dénoncer le désengagement de la médecine dans le développement de ses miraculés.

« Je ne dis pas qu'on a le droit ou non de faire tel ou tel geste, mais je crois qu'il faut que chacun prenne ses responsabilités. Une fois que la médecine et les parents ont dit oui à la science, il faut assumer les conséquences de cette décision, ce que nous ne faisons pas », croit Lina Moreco.

La solution? Québec devrait se doter d'une loi garantissant à tout enfant qui naît avec des séquelles une prise en charge complète par une équipe multidisciplinaire. En attendant une telle

spectaculaires, plus visibles, dans ce qu'on appelle les miracles médicaux. On a crié fort pour améliorer les soins dans les urgences mais, en réadaptation, on n'a reçu que des miettes », dénonce-t-il haut et fort.

Au delà des existences courageuses d'Erwan, Caroline, Vincent et Charlie-Anne, le documentaire de Lina B. Moreco rappelle avant tout que le Québec a encore beaucoup à faire pour ramener l'humain au centre de la science.

« On avance très vite dans le domaine de la technologie, on est capable de faire des gestes qui sont tous de petits miracles quand on les prend isolément. Mais lorsqu'on va plus loin, on voit bien qu'on a perdu de vue l'être humain. Les enfants d'aujourd'hui sont nos adultes de demain, et on compte par milliers, par dizaines de milliers même au Québec les enfants à qui on refuse des services. Ça devient encore plus scandaleux sur le plan éthique quand ce sont des enfants que nous avons nous-mêmes fait vivre en défiant la nature pour ensuite les abandonner », conclut avec tristesse le Dr Marois.

LA LOI

Le dernier mot

Où s'arrêtent les soins et où commence l'acharnement thérapeutique? Voilà une grave question qui, à l'échelle de la vie d'un enfant, prend un sens autrement plus complexe quand les parents sont emportés dans le tourbillon des « miracles » médicaux. Les parents ont-ils un mot à dire quant aux décisions prises par les hôpitaux pour sauver leur enfant? Oui, répond M^r Jean-Pierre Ménard. Et pas n'importe lequel: le dernier.

En effet, la loi reconnaît que les décisions d'entreprendre, de continuer ou de cesser des traitements auprès d'un enfant appartiennent entièrement à ses parents. Des exceptions sont toutefois prévues à la loi quand un enfant naît en arrêt respiratoire ou quand la décision des parents ne va pas dans le meilleur intérêt de l'enfant. Ce droit reste entier jusqu'à son 14^e anniversaire, où il acquiert le droit de consentir à un traitement ou de le refuser, si cette décision ne lui porte pas préjudice.

C'est ainsi que des tribunaux ont validé à plusieurs reprises un refus de traitement demandé par des parents auprès d'hôpitaux qui ne voulaient plus lâcher prise. « Pour ce faire, il faut prouver à la cour que les traitements contribuent à prolonger une agonie déjà en place, ou encore qu'ils peuvent entraîner des souffrances excessives pour l'enfant, ou que les bénéfices ne sont tout simplement pas suffisants pour justifier un tel acharnement », explique M^r Ménard.

Sans en venir à de telles situations extrêmes, il est fréquent que les parents n'arrivent tout simplement pas à obtenir l'heure juste sur la santé de leur enfant. « L'avocat devient important quand on sent que la situation nous échappe, quand l'hôpital essaie de nous écarter et que le médecin refuse de dire son pronostic, un comportement courant dans le milieu pédiatrique », note M^r Ménard.

Les parents ont également un droit d'accès complet au dossier de leur enfant, cela, en tout temps. « Évidemment, c'est magnifique, mais si on ne comprend pas ce qu'il y a dedans, ça ne sert à rien. C'est pourquoi la loi prévoit que l'hôpital doit expliquer aux parents le contenu de ce dossier », poursuit M^r Ménard. Quant aux pronostics trompeurs, les parents ont peu de recours pour faire entendre leur voix. « Je vois constamment des gens qui ont eu des enfants avec des séquelles et qui se retrouvent, une fois sortis des soins intensifs, livrés à eux-mêmes parce que c'est la nature qui a joué un mauvais tour », déplore l'avocat spécialisé en droit de la santé.

Le seul espoir pour le moment est réservé à ceux qui peuvent prouver qu'il y a eu faute et responsabilité. Autrement dit, une rareté. Une situation que M^r Ménard espère un jour voir changer. « Aujourd'hui, la norme judiciaire du maintien ou non d'un traitement, c'est la dignité de la vie. » Tôt ou tard, le Québec devra faire face aux conséquences de sa technologie, croit fermement M^r Ménard.